



ΙΟΝΙΟ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ
ΤΜΗΜΑ ΞΕΝΩΝ ΓΛΩΣΣΩΝ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗΣ ΚΑΙ ΔΙΕΡΜΗΝΕΙΑΣ

Πτυχιακή εργασία

της φοιτήτριας: Μαρία Παρασκευή Κουζιού
Ξ2017031

Θέμα:

Μετάφραση αποσπάσματος του άρθρου: «L' art de la fugue : Les droits des femmes à l' Assemblée Générale de l' ONU», του Simon Tordjman, από τα Γαλλικά στα Ελληνικά

Επιτροπή Εποπτείας:

Πολίτης Μιχάλης
Λίβας Σωτήρης

Κέρκυρα, Οκτώβριος 2022

Μετάφραση αποσπάσματος του άρθρου: «L' art de la fugue : Les droits des femmes à l' Assemblée Générale de l' ONU», του Simon Tordjman, από τα Γαλλικά στα Ελληνικά

Πίνακας Περιεχομένων

1. Πρόλογος
2. Πρωτότυπο
3. Μετάφρασμα
4. Σχολιασμός
 - 4.1. Πληροφορίες σχετικά με το θέμα του πρωτοτύπου και τον συγγραφέα
 - 4.2. Ανάλυση πρωτοτύπου με βάση το μοντέλο κειμενικής ανάλυσης της Nord
 - 4.3. Μεταφραστικές οδηγίες
 - 4.4. Μεταφραστική διαδικασία και μεταφραστικές δυσκολίες
 - 4.5. Πραγματολογική ανάλυση
 - 4.6. Επίλογος
5. Βιβλιογραφία

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Η εκπόνηση της παρούσας πτυχιακής αποτέλεσε μία πολύτιμη εμπειρία γνώσης, η οποία μου επέτρεψε να εφαρμόσω τις γνώσεις που κέρδισα τα χρόνια των σπουδών μου στο ΤΞΓΜΔ. Εκτός από τις μεταφραστικές γνώσεις στις οποίες εμβάθυνα κατά τη διάρκεια της συγγραφής της, μου δόθηκε η ευκαιρία να κατανοήσω καλύτερα τη λειτουργία του ΟΗΕ και της Γενικής Συνέλευσης του Οργανισμού και πως αυτή έχει αλλάξει σε βάθος χρόνου.

Όσον αφορά στη δομή της πτυχιακής, παρατίθεται αρχικά το πρωτότυπο και έπειτα, το μετάφρασμα. Ολοκληρώνεται με τον σχολιασμό και έναν σύντομο επίλογο. Ο σχολιασμός αποτελείται από μία σύντομη περιγραφή της θεματικής του κειμένου-πηγή και πληροφορίες σχετικά με τον συντάκτη του. Ακολουθεί μία εκτενής ανάλυση του πρωτοτύπου και ο καθορισμός των μεταφραστικών οδηγιών. Στη συνέχεια, περιγράφεται η μεταφραστική διαδικασία και γίνεται αναφορά σε συγκεκριμένες δυσκολίες και τον τρόπο αντιμετώπισης αυτών. Τέλος, παρατίθεται μία πιο λεπτομερής ανάλυση της θεματικής του κειμένου- πηγή και επιμέρους αποσπασμάτων αυτού.

L' art de la fugue : Les droits des femmes à l' Assemblée Générale de l' ONU

Par Simon Tordjman

Le débat général qui réunit chaque année les plus hauts représentants des États membres de l'ONU dans l'enceinte de son Assemblée générale (AG) constitue l'un des moments forts qui rythment la politique internationale. Se succédant sans interruption pendant neuf jours à la tribune en malachite et devant le symbole des Nations unies, les chefs d'État et de gouvernement exposent, non sans emphase et gravité, les principales orientations de leur politique étrangère et de leur diplomatie multilatérale pour l'année à venir. Cette séquence, rigoureusement codifiée et reconduite chaque année selon les mêmes modalités, opère comme un rite pour rappeler la triple dimension politique de l'Assemblée générale, principal organe représentatif, délibératif et normatif du système onusien.

Pendant la guerre froide, la représentation égalitaire des États au sein de l'AG¹ contribue à faire de celle-ci une instance centrale de la délibération et de la légitimité internationales. Face aux blocages du Conseil de sécurité et à la marginalité institutionnelle du Conseil économique et social (ECOSOC), l'AG s'affirme alors comme une caisse de résonance des prises de parole polémiques et/ou contestataires qui s'expriment notamment dans le cadre de son débat général. Comme l'illustre la création de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964, elle est également un lieu central de la production de normes et de la reconnaissance internationales, donc à même de consacrer l'émancipation de pays anciennement colonisés².

1. Diana Panke, « The Institutional Design of the United Nations General Assembly: An Effective Equalizer? », *International Relations*, 31 (1), 2017, p. 3-20.

2. Marie-Claude Smouts, « The General Assembly: Grandeur and Decadence », dans Paul Taylor, A.J.R. Groom (eds), *The United Nations at the Millennium: The Principal Organs*, Londres, New York, Continuum, 2000, p. 21-60.

La fin de la bipolarité annonce cependant une forme de dépolitisation de l'AG par la remise en cause de l'effectivité et de la portée de son « pouvoir de débattre »³. La généralisation de ses compétences et l'extension de ses sujets de délibération soulèvent notamment des interrogations sur sa capacité à catalyser des mobilisations, du débat et de réelles innovations en matière de normes. Alors même qu'elle conserve un pouvoir de désignation et de supervision des travaux de l'ECOSOC, ce dernier apparaît de plus en plus comme la porte d'entrée privilégiée des ONG et la chambre d'écho de leurs revendications à l'ONU⁴. Plus généralement, la croissance du système onusien, l'ouverture relative du Conseil de sécurité ainsi que le développement de multiples comités, commissions et « groupes d'amis » pèsent sur la lisibilité de l'AG et sur sa capacité à susciter mobilisations et confrontations autour de grandes causes ou controverses communes.

Ce double mouvement de marginalisation institutionnelle et d'évidement politique marquerait une transformation assez significative du « bicéphalisme singulier »⁵ établi par la Charte entre le Conseil de sécurité, à qui est confié « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales » (art. 24), et l'Assemblée générale, dotée de la capacité de « discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte » (art. 10). En dépit d'un renouveau certain de la littérature sur les organisations internationales⁶, cette évolution reste assez largement occultée par les études les plus récentes sur le système onusien. Alors qu'elle concentrait un certain nombre d'oppositions théoriques dans les années 1960 et 1970⁷, l'AG ne trouve désormais qu'une place réduite dans les travaux – notamment francophones – de science politique et de relations internationales⁸.

3. Alain Pellet, « Inutile Assemblée générale ? », *Pouvoirs*, 109, 2004, p. 48.

4. Gert Rosenthal, « The Economic and Social Council of the United Nations: An Issues Paper », New York, Friedrich-Ebert-Stiftung, 15, février 2005.

5. Michel Virally, *L'Organisation mondiale*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 82.

6. Voir notamment, pour la littérature francophone, Vincent Pouliot, *L'ordre hiérarchique international. Les luttes de rang dans la diplomatie multilatérale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017 ; Guillaume Devin, *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 2016 (2e édition) ; Marc Abélès (dir.), *Des anthropologues à l'OMC : scènes de la gouvernance mondiale*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

7. Hayward R. Alker, Bruce M. Russett, *World Politics in the General Assembly*, New Haven, Yale University Press, 1965 ; Sydney D. Bailey, *The General Assembly of the United Nations. A Study of Procedure and Practice*, Londres, Stevens, 1960 ; Ruth B. Russell, *The General Assembly: Patterns/Problems/Prospects*, New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1970.

8. Aucune thèse soutenue ou conduite en France depuis 2006 ne mentionne « Assemblée générale » dans son titre. Parmi les 89 thèses référençant « Assemblée générale » parmi les mots clés, seules cinq sont conduites en science politique et ne traitent de l'AG que de manière périphérique.

La production anglophone, quant à elle, propose des travaux certes plus nombreux, mais le plus souvent réduits à l'illustration ou à l'expérimentation de théories plus générales sur les dynamiques de vote des membres de l'Organisation⁹.

Lorsqu'elle est posée, la question de la (dé)politisation de l'ONU est par ailleurs majoritairement appréhendée à partir des modalités de son action sur le terrain, notamment en matière de consolidation de la paix¹⁰, d'assistance humanitaire¹¹ ou d'aide au développement¹². Outre l'importance ainsi accordée quasi exclusivement à la face interventionniste du système onusien¹³, ces analyses abordent souvent la question de la politisation dans le cadre de polarités assez schématiques (technique/politique, montée en généralité/restriction de l'enjeu, publicisation/confinement)¹⁴, réduisant ainsi « l'ambivalence des processus de politisation/dépolitisation »¹⁵ et la coexistence fréquente au sein d'un même processus de formes de « conflit ritualisé et [de] lissage technique, [de] surpolitisation et [de] sous-politisation »¹⁶. Contre ces lectures descriptives et réifiantes de la notion, Pierre Lascoumes souligne, à propos du travail parlementaire français, que la politisation doit s'entendre comme un ensemble d'activités composites de surpolitisation et de sous-politisation

9.Erik Voeten, « Clashes in the Assembly », *International Organization*, 54 (2), 2000, p. 185-215 ; Steven Holloway, « Forty Years of United Nations General Assembly Voting », *Canadian Journal of Political Science*, 23 (2), 1990, p. 279-296 ; Soo Yeon Kim, Bruce M. Russett, « The New Politics of Voting Alignments in the United Nations General Assembly », *International Organization*, 50 (4), 1996, p. 629-652.

10.David Chandler, « The Security-Development Nexus and the Rise of "Anti-foreign Policy" », *Journal of International Relations and Development*, 10 (4), 2007, p. 362-386.

11.David Ambrosetti, « Urgences et normalités de gestionnaires face aux violences "des autres". L'ONU et le Soudan », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 174 (4), 2008, p. 80-99 ; Didier Fassin, Mariella Pandolfi (eds), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, New York, Zone Books, 2010.

12.James Ferguson, *The Anti-Politics Machine: « Development », Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, New York, Cambridge University Press, 1990.

13.Sur la double dimension des OI en tant que forme et acteur, voir notamment Ramesh Thakur, « Multilateral Diplomacy and the United Nations. Global Governance Venue or Actor? », dans James P. Muldoon, JoAnn F. Aviel, Richard Reitano, Earl Sullivan (eds), *The New Dynamics of Multilateralism: Diplomacy, International Organizations, and Global Governance*, Boulder, Westview, 2010, p. 249-265.

14.Franck Petiteville, « Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? », *Gouvernement et action publique*, 3 (3), 2016, p. 113-129.

15.Christine Guionnet, Christian Lebart, « Conflits et politisation : des conflits politiques aux conflits de politisation », dans Laurent Bourquin, Philippe Hamon (dir.), *La politisation : conflits et construction du politique depuis le Moyen-Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 90.

16.Pierre Lascoumes, « Les compromis parlementaires, combinaisons de surpolitisation et de sous-politisation. L'adoption des lois de réforme du Code pénal (décembre 1992) et de création du Pacs (novembre 1999) », *Revue française de science politique*, 59 (3), 2009, p. 461.

consistant de manière parfois simultanée à amplifier « des oppositions (...) sur des scènes symboliques majeures » et à réduire des affrontements « par le recours à des arguments soit techniques, soit de consensus et [par] l'importance donnée aux tactiques procédurales »¹⁷.

À l'ONU, l'articulation paradoxale de « monologues »¹⁸ emphatiques tenus lors des séances plénières de l'AG et de travaux plus opaques menés sur d'autres (sous-)espaces institutionnels invite à ne pas réduire la politisation à une forme prédéterminée ou à un site particulier. Les clivages et tensions qui s'y déploient se présentent en effet selon des modalités contextualisées et situées dans un environnement fait à la fois d'enchâssement et de cloisonnement institutionnel¹⁹. Dans la perspective dessinée par Jacques Lagroye, la politisation est donc ici à entendre comme un double processus de mise en tension et de requalification²⁰ dont les formes sont propres à l'espace considéré. L'opacité et le caractère largement informel des négociations entre les membres du Conseil de sécurité²¹ contrastent par exemple avec la grandiloquence des discours prononcés lors du débat général de l'AG sans qu'il soit possible de déterminer – et encore moins de comparer – leur degré respectif de politisation. Il s'agit donc ici de saisir la politisation à l'ONU au regard des « règles du jeu politique »²² telles qu'elles se déploient au sein et entre les différents sous-espaces institutionnels de l'Organisation (Conseil économique et social, Conseil de sécurité, Conférence mondiales).

Nous privilégions pour cela une entrée thématique, celle des droits des femmes et de son traitement par l'Assemblée générale. Ce choix est motivé en premier lieu par la vivacité des mobilisations que la question suscite aux échelles nationale et transnationale²³.

17. Ibid., p. 460.

18. Johan Kaufmann, *United Nations: Decision Making*, Alphen aan den Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1980, p. 27.

19. Olivier Nay, Franck Petiteville, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 14.

20. Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », dans J. Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360-361 ; Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin, « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 48, 2010, p. 207-220.

21. D. Ambrosetti, « “Décide de demeurer saisi de la question” », *Cultures & Conflits*, 75, hiver 2009, p. 99-122.

22. Frederick G. Bailey, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

23. Isabelle Giraud, « La transnationalisation des solidarités : l'exemple de la Marche mondiale des femmes », *Lien social et Politiques*, 45, 2001, p. 145-160 ; « Le genre globalisé. Cadres d'actions et mobilisations en débats », numéro spécial, *Cultures & Conflits*, 83, 2011.

L'inscription ancienne et régulière de cette thématique à l'agenda de l'AG permet également d'analyser sur plusieurs décennies la manière dont elle y est abordée et les clivages éventuels auxquels elle donne lieu. La fabrication et l'adoption des résolutions sur ce sujet relèvent-elles d'un processus consensuel ou, a contrario, illustrent-elles une Assemblée polarisée ? Assiste-t-on à la limitation de son « pouvoir de débattre » au profit d'une fonction essentiellement procédurale, limitée à la reconnaissance et la validation de principes préalablement débattus dans d'autres espaces ? Ces dynamiques sont en effet à resituer dans l'environnement (inter-)institutionnel plus large de l'Organisation : au-delà de l'apparente neutralisation de l'AG, comment et sur quels espaces la politisation s'exprime-t-elle à l'ONU ? Nous entendons montrer que la remise en question apparente de la capacité de mobilisation et d'innovation normative de l'Assemblée générale n'est pas pour autant synonyme d'évacuation de toute dimension politique. S'ils y ont été historiquement abordés de manière régulière et assez consensuelle, les droits des femmes ont été l'objet d'une (re)politisation par décentrement à l'occasion notamment de l'organisation de Conférences mondiales au positionnement ambigu, décidées par l'Assemblée générale mais déplacées et circonscrites hors de son espace. En permettant la délocalisation des délibérations, les règles de fonctionnement de l'AG ont alors contribué à délocaliser aussi les espaces de conflits tout en ouvrant de nouveaux (en)jeux politiques. Ces pratiques s'inscrivent également dans des jeux institutionnels plus larges dans lesquels est prise l'AG et qui peuvent, en retour, peser sur son degré de polarisation et sur l'étendue des mobilisations étatiques et non gouvernementales. Notre démonstration s'appuie, d'une part, sur un traitement quantitatif des modalités d'adoption des 345 résolutions qui, au cours des 70 dernières sessions de l'AG (1946-2016), ont porté sur les droits des femmes ; d'autre part, sur une analyse des débats et des délibérations tels que retranscrits dans les procès-verbaux mis à disposition par l'Organisation ; enfin sur une observation participante de longue durée (30 mois, en 2010-2012) effectuée au siège de l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) en tant qu'analyste politique rattaché à la section « Gouvernance, paix et sécurité ». La taille restreinte de cette agence et la transversalité de son mandat ont rendu possibles une participation directe au travail interinstitutionnel onusien et une observation rapprochée des interactions multiples auxquelles celui-ci donne lieu (entre diplomates et délégations représentant les États, fonctionnaires, agents sous contrat, consultants et experts sollicités par l'organisation,

ONG et réseaux militants). Cette expérience a enfin permis l'apprentissage de règles formelles et informelles propres au système onusien et au champ des droits des femmes dont la reconstitution a été mobilisée dans la phase de problématisation de cet article²⁴.

Les droits des femmes à l'Assemblée générale : entre routine et consensus

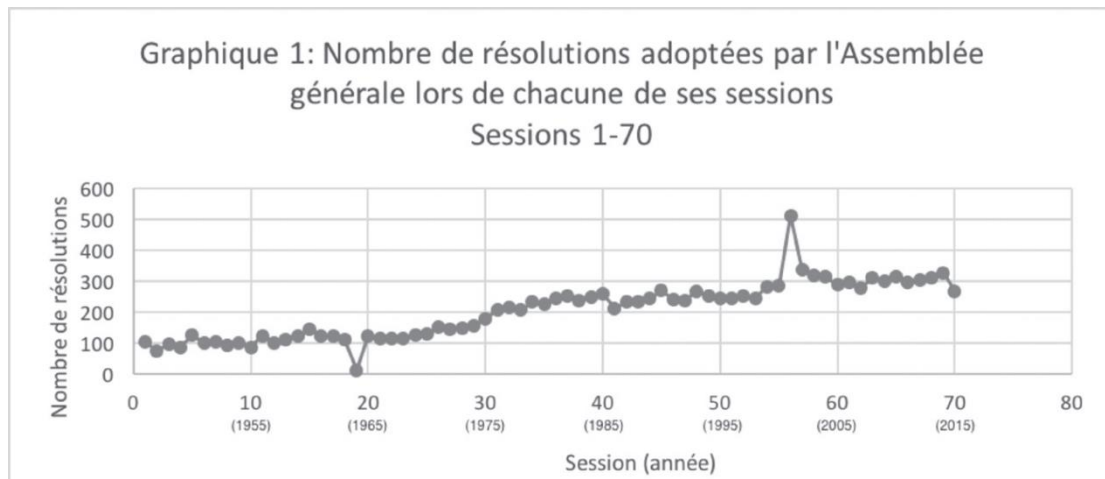
Depuis l'adoption en 1946 d'une première résolution sur « Les droits politiques de la femme »²⁵, la question des droits des femmes s'est maintenue quasiment sans interruption à l'agenda de l'Assemblée générale. Lors de la clôture de sa 70e session (2015-2016), près de 345 résolutions portaient spécifiquement sur ce thème, ce qui correspond à une moyenne de près de 5 résolutions adoptées chaque année. Par ailleurs, depuis la fin des années 1990, l'enjeu de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes a été de plus en plus régulièrement intégré aux résolutions de l'AG portant sur d'autres domaines. Cette inscription régulière et transversale des droits des femmes à l'agenda et aux travaux de l'Assemblée générale semble dessiner un traitement routinisé de la question. Pour autant, il ne saurait être question de confondre routine et consensus. Si la première se rapporte notamment à la mise à l'agenda régulière de la thématique, le second renvoie à la polarisation éventuelle des discussions auxquelles cette thématique peut donner lieu.

24. Ce travail s'inspire des échanges riches et stimulants tenus à l'occasion d'une journée d'études sur la fonctionnalisation de l'Assemblée générale des Nations unies, organisée le 14 juin 2016 à l'Institut d'études politiques de Toulouse. La qualité des retours fournis par les évaluateurs anonymes de Critique internationale et les différents relecteurs de cet article ont été également déterminants pour sa finalisation. Qu'ils en soient ici grandement remerciés.

25. A/RES/56(1).

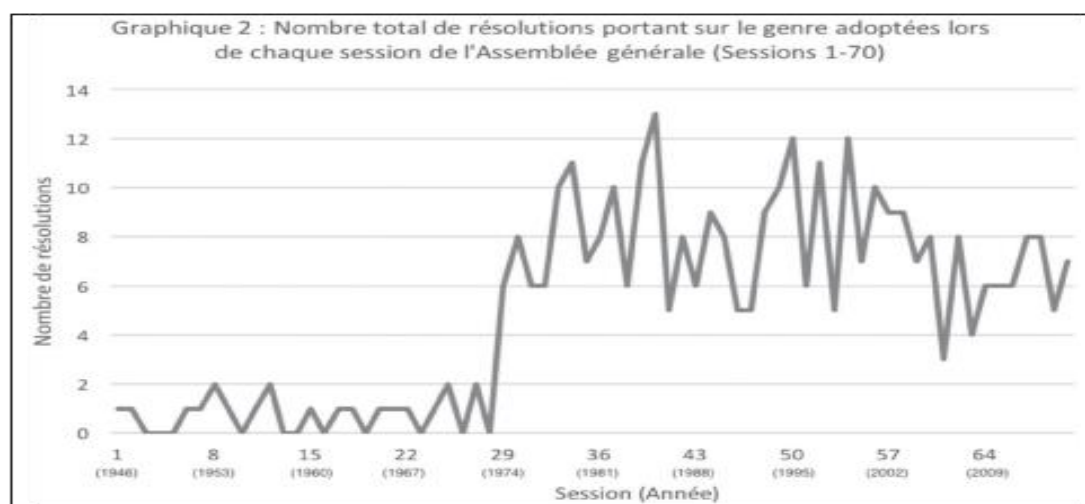
Une question banalisée

Depuis 1946, le nombre de résolutions sur les droits des femmes adoptées lors des sessions régulières annuelles de l'Assemblée générale n'a cessé d'augmenter : la première (1946-1947) avait donné lieu à 103 résolutions ; depuis 1976, 200 recommandations au moins ont été émises chaque année (graphique 1).



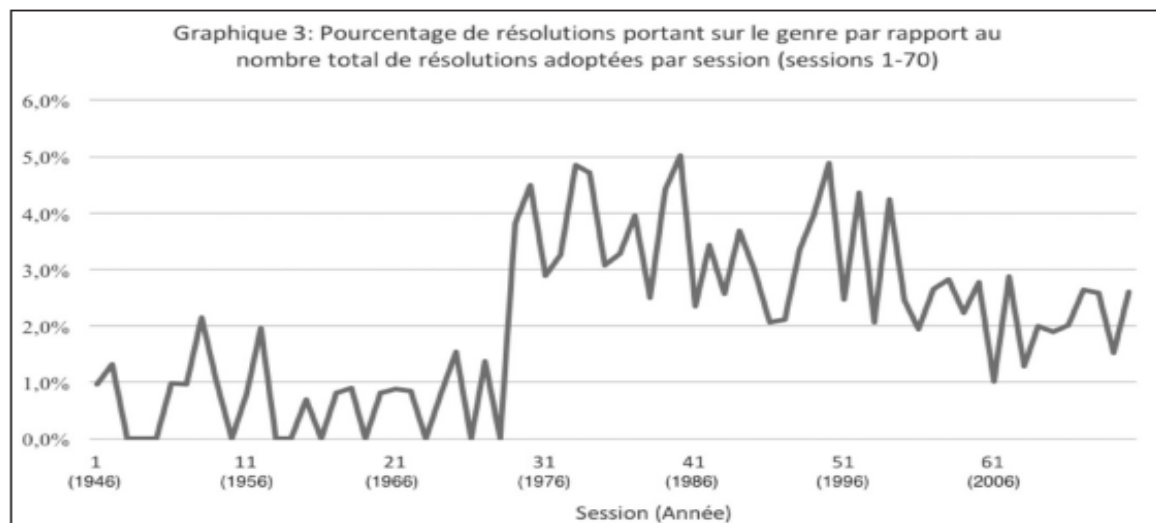
Source : Organisation des Nations unies (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

Les résolutions portant spécifiquement sur l'égalité entre les sexes ont connu une évolution similaire (graphique 2) : jusqu'à la 29e session (1974-1975), le nombre de textes adoptés est resté inférieur à deux résolutions par an, depuis, il oscille entre cinq et sept.



Source : Organisation des Nations unies (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

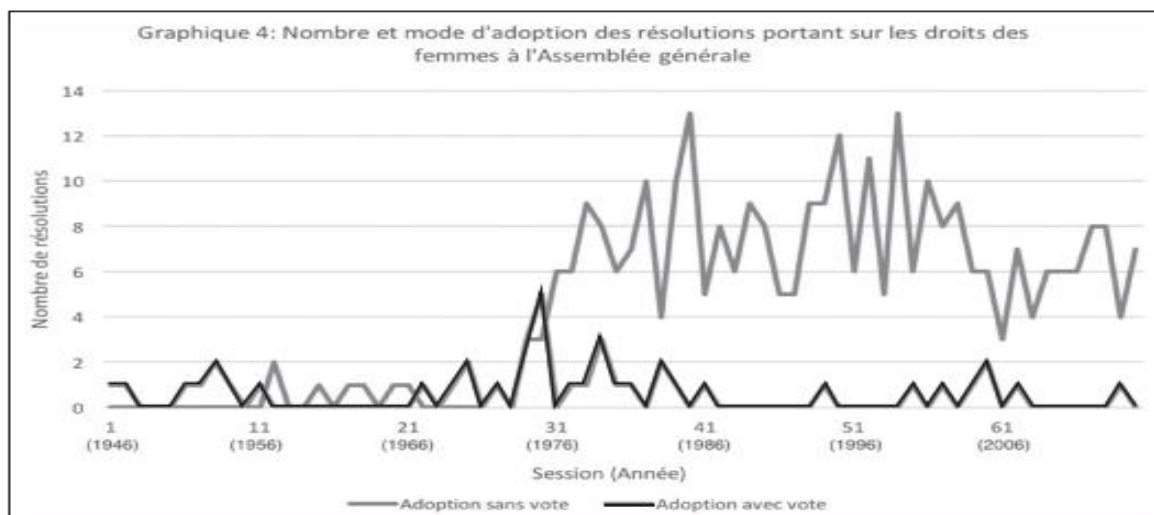
En valeur absolue, l'augmentation est importante. Elle l'est sensiblement moins si l'on rapporte le nombre de résolutions portant sur le genre au nombre total de résolutions. Ce rapport fait en effet apparaître une proportion relativement constante et inférieure à 5 % de résolutions sur les droits des femmes tout au long de la période (graphique 3). L'augmentation sensible de ce ratio à partir de la 30^e session (1975-1976) résulte au demeurant des quatre Conférences mondiales sur les femmes²⁶ dont l'organisation et la consécration des conclusions ont donné lieu à de nombreuses décisions de l'AG.



Source : Organisation des Nations unies (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

Ces résolutions de l'AG sur les droits des femmes découlent en outre de discussions assez consensuelles. Depuis 1946, la plupart d'entre elles ont été adoptées par consensus (graphique 4) ou, dans le cas contraire, par un vote le plus souvent unanime ou quasi unanime.

26. Ces quatre Conférences se sont respectivement tenues à Mexico (1975), Copenhague (1980), Nairobi (1985) et Pékin (1995).



Source : Organisation des Nations unies (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

Dans les rares cas de votes partagés, les résultats ne reflètent pas des clivages marqués. Depuis 2000, seules trois résolutions intitulées « Activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme »²⁷ ont été adoptées avec plus d'une voix négative. Par ailleurs, un vote disputé peut témoigner de clivages portant sur des aspects connexes à la résolution. Le cas de la résolution sur la « Participation des femmes au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la lutte contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'agression et l'occupation étrangère et toutes les formes de domination étrangère »²⁸, adoptée le 15 décembre 1975, est à cet égard éloquent. La répartition des votes – 90 « pour », 21 « contre » et 22 abstentions – traduisait plus les tensions liées à la condamnation explicite du régime d'apartheid sud-africain et du néocolonialisme qu'une hostilité de principe à l'égard d'une plus grande « contribution des femmes au développement et à la paix » (art. 1)²⁹. L'opposition des États-Unis et d'Israël à l'adoption des résolutions 34/158 (Conférence mondiale de la Décennie des Nations unies pour la femme) et 34/160 (Ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations unies pour la femme) renvoyait également à des éléments relatifs au conflit israélo-palestinien et notamment à la mention explicite de « mesures spéciales d'assistance aux femmes palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés »³⁰.

27. A/RES/60/229, A/RES/59/260, A/RES/57/175.

28. A/RE/3519.

29. Voir le procès-verbal de la session (A/PV.2441).

30. A/RES/34/160.

Suivant une fréquence régulière et selon des modalités relativement consensuelles, l'adoption de résolutions sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes ne semble donc pas véritablement faire problème ni susciter de clivages exacerbés au sein de l'AG³¹. Depuis le milieu des années 1990, la banalisation de cette question se trouve également renforcée par la diffusion transversale d'injonctions relatives à l'autonomisation des femmes dans les différentes recommandations produites par l'institution.

L'intégration transversale du genre dans les travaux de l'Assemblée générale

Le gender mainstreaming, communément traduit par « approche intégrée de l'égalité »³², désigne l'inclusion de dispositions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein d'initiatives dont l'objectif principal n'est pas l'égalité entre les sexes. Cet impératif de diffusion transversale transparaît dans une première résolution de l'Assemblée générale de 1986 sur la « Participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales »³³. Reprenant une recommandation antérieure du Conseil économique et social (1986/20), l'AG demande alors aux États de faciliter la participation des femmes aux initiatives de résolution des conflits et de règlement des différends. Si cette résolution constitue une première étape vers une intégration plus systématique d'une perspective de genre dans les travaux de l'AG, ce mouvement connaît une accélération particulièrement marquée à la suite d'un rapport du Secrétariat général, repris par l'ECOSOC en 1997. Dans le prolongement du Programme d'action de Pékin adopté à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), un rapport du Secrétaire général intitulé « Intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations unies »³⁴ préconise l'intégration d'une perspective de genre « dans toutes [l]es grandes commissions et organes subsidiaires » de l'AG (parag. 11). Cette recommandation est reprise la même année par le Conseil économique et social sous la forme de conclusions concertées de la Commission de la

31. Pour une perspective historique sur les droits des femmes à l'ONU, voir notamment Charlotte Bunch,

« Women and Gender », dans Thomas G. Weiss, Sam Daws (eds), *The Oxford Handbook on the United Nations*, Londres, Oxford University Press, 2007, p. 496-310.

32. Sandrine Dauphin, Réjane Senac-Slawinski, « Gender Mainstreaming : analyse des enjeux d'un "concept- méthode". Introduction », *Cahiers du Genre*, 1 (44), 2008, p. 5.

33. A/RES/41/109.

34. E/1997/66.

Condition de la Femme (1997/2). En 2000, par une résolution adoptée sans vote³⁵, l'Assemblée générale s'engage à son tour en faveur de l'intégration systématique d'une perspective de genre dans les diverses actions de l'Organisation. À la suite de cette résolution, les références au genre et aux (in)égalités entre les sexes se multiplient dans les décisions de l'AG. D'après les rapports annuels produits par ONU Femmes, 23 % des résolutions adoptées lors de la 61e session de l'AG (2005-2006) incluaient une « perspective de genre ». Depuis, cette proportion n'a cessé d'augmenter pour atteindre 42 % lors de la 70e session (2015-2016)³⁶.

Ces données, produites grâce à une recherche par mots-clés, ne fournissent cependant que peu d'éléments sur la précision des formulations et l'opérationnalisation éventuelle des résolutions. Les références au genre et/ou aux droits des femmes peuvent en effet être énoncées en des termes génériques et se réduire à des rappels de décisions antérieures. Aussi ONU Femmes distingue-t-elle différents niveaux d'intégration selon le degré de précision et d'opérabilité des références. Les résultats alors obtenus présentent une évolution plus nuancée. Tandis que le nombre total de résolutions intégrant une perspective de genre augmente au cours de la dernière décennie, celles-ci présentent des formulations de plus en plus générales, souvent limitées aux préambules des résolutions. Lors de la 67e session (2012-2013), 28 % des résolutions intégrant des références au genre présentaient un faible degré de précision. Cette proportion diminue à 20 % pour la session suivante mais atteint respectivement 52 % et 49 % pour les sessions 69 (2014- 2015) et 70 (2015-2016).

Depuis 1946, les droits des femmes ont été l'objet d'un traitement routinier, largement banalisé et consensuel à l'Assemblée générale. Après la conférence de Pékin (1995) et les recommandations de l'ECOSOC (1997), les évocations du genre s'imposent comme autant de références « obligées » des décisions de l'AG sans que leur inclusion suscite des clivages ou des conflits apparents.

35. A/RES/S-23/3.

36. Informations compilées par ONU Femmes sur la base des rapports annuels du Secrétaire général intitulés « Mesures prises et progrès réalisés dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale » (<http://www.unwomen.org/fr/how-we-work/intergovernmental-support/major-resolutions/general-assembly>) (consulté le 16 avril 2017)

ΜΕΤΑΦΡΑΣΜΑ

Η τέχνη της φυγής:

Τα δικαιώματα των γυναικών στη Γενική Συνέλευση του ΟΗΕ του Simon Tordjman

Η γενική συζήτηση, που ενώνει κάθε χρόνο τους ανώτατους εκπροσώπους των κρατών μελών του ΟΗΕ στο πλαίσιο της Γενικής Συνέλευσης (ΓΣ), αποτελεί μία από τις σπουδαιότερες στιγμές που καθορίζουν τη διεθνή πολιτική. Διαδεχόμενοι ο ένας τον άλλον, αδιάκοπα για εννιά ημέρες, οι αρχηγοί κρατών και κυβερνήσεων ανεβαίνουν στο βήμα από μαλαχίτη και μπροστά από το σύμβολο των Ηνωμένων Εθνών εκθέτουν, με ιδιαίτερη έμφαση και βαρύτητα, τις κύριες κατευθύνσεις της εξωτερικής πολιτικής τους και της πολυμερούς διπλωματίας τους για το ερχόμενο έτος. Αυτή η ακολουθία, αυστηρά κωδικοποιημένη και επαναλαμβανόμενη ετησίως ακολουθώντας το ίδιο τυπικό, λειτουργεί ως μία τελετουργία που υπενθυμίζει την τριπλή πολιτική διάσταση της Γενικής Συνέλευσης, του κύριου αντιπροσωπευτικού, διαβουλευτικού και κανονιστικού οργάνου του ΟΗΕ.

Κατά τη διάρκεια του Ψυχρού Πολέμου, η ισότιμη εκπροσώπηση των κρατών στη ΓΣ¹ συνέβαλε στο να αποτελέσει την κεντρική αρχή διεθνούς διαβούλευσης και νομιμότητας. Αντιμέτωπη με τα εμπόδια του Συμβουλίου Ασφαλείας και τη θεσμική περιθωριοποίηση του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου (ECOSOC), η ΓΣ αποτέλεσε μέσο προβολής ομιλιών επικριτικών ή/ και διαμαρτυρίας, που εκφράζονταν κατά κύριο λόγο στο πλαίσιο της γενικής συζήτησης. Όπως δείχνει η σύσταση της Διάσκεψης των Ηνωμένων Εθνών για το Εμπόριο και την Ανάπτυξη (UNCTAD) το 1964, αποτελεί, επίσης, χώρο στρατηγικής σημασίας για την παραγωγή προτύπων και τις αναγνωρίσεις σε διεθνές επίπεδο, και ως εκ τούτου είναι ικανό να κατοχυρώσει τη χειραφέτηση πρώην αποικισμένων χωρών².

1.Diana Panke, « The Institutional Design of the United Nations General Assembly: An Effective Equalizer? », *International Relations*, 31 (1), 2017, σελ. 3-20.

2.Marie-Claude Smouts, « The General Assembly: Grandeur and Decadence », στο Paul Taylor, A.J.R. Groom (εκδ.), *The United Nations at the Millennium: The Principal Organs*, Λονδίνο, Νέα Υόρκη, Continuum, 2000, σελ. 21-60.

Το τέλος της διπολικότητας, ωστόσο, προαναγγέλλει μια μορφή αποπολιτικοποίησης της ΓΣ, θέτοντας υπό αμφισβήτηση την αποτελεσματικότητα και το εύρος της «εξουσίας της για αντιπαράθεση»³. Η γενίκευση των αρμοδιοτήτων της και η επέκταση των θεμάτων διαβούλευσης εγείρουν ερωτήματα σχετικά με την ικανότητά της να επιδρά καταλυτικά σε θέματα κινητοποιήσεων, αντιπαραθέσεων και πραγματικών καινοτομιών ως προς τη δημιουργία προτύπων. Παρόλο που διατηρεί την εξουσία να υποδεικνύει και να επιβλέπει το έργο του ECOSOC, αυτό εμφανίζεται όλο και περισσότερο ως μία προνομιακή πύλη για τις ΜΚΟ και το φερέφωνο των αιτημάτων τους στον ΟΗΕ⁴. Γενικότερα, η ανάπτυξη του συστήματος των Ηνωμένων Εθνών, το σχετικό άνοιγμα του Συμβουλίου Ασφαλείας, καθώς και η ανάπτυξη πολλών επιτροπών, συμβουλίων και «φίλιων χωρών» επιβαρύνουν την αναγνωσιμότητα της ΓΣ και την ικανότητά της να προκαλεί κινητοποιήσεις και αντιπαραθέσεις γύρω από σημαντικές υποθέσεις ή κοινές διαμάχες.

Αυτή η διπλή τάση θεσμικής περιθωριοποίησης και πολιτικής αποστασιοποίησης θα σηματοδοτούσε μία σημαντική μεταμόρφωση της «δικέφαλης εξουσίας»⁵, όπως αυτή καθιερώθηκε μέσω του Χάρτη, μεταξύ του Συμβουλίου Ασφαλείας, στο οποίο ανατέθηκε η «κύρια ευθύνη για τη διατήρηση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας» (άρθρο 24), και της Γενικής Συνέλευσης, στην οποία ανατέθηκε η ικανότητα «να συζητά οποιοδήποτε θέμα ή οποιοδήποτε ζήτημα που βρίσκεται στο πλαίσιο αυτού του Χάρτη» (άρθρο 10). Παρά τη σημαντική ανανέωση της σχετικής με τους διεθνείς οργανισμούς βιβλιογραφίας⁶, αυτή η εξέλιξη παραμένει σε μεγάλο βαθμό συγκαλυμμένη από τις πιο πρόσφατες μελέτες για το σύστημα του ΟΗΕ. Παρότι συγκέντρωσε έναν ορισμένο αριθμό θεωρητικών εναντιώσεων τις δεκαετίες 1960 και 1970⁷,

3. Alain Pellet, « Inutile Assemblée générale ? », *Pouvoirs*, 109, 2004, σελ. 48.

4. Gert Rosenthal, « The Economic and Social Council of the United Nations: An Issues Paper », Νέα Υόρκη, Friedrich-Ebert-Stiftung, 15, Φεβρουαρίου 2005.

5. Michel Virally, *L'Organisation mondiale*, Παρίσι, Armand Colin, 1972, σελ. 82.

6. Βλέπε ειδικότερα, για τη γαλλόφωνη λογοτεχνία, Vincent Pouliot, *L'ordre hiérarchique international. Les luttes de rang dans la diplomatie multilatérale*, Παρίσι, Presses de Sciences Po, 2017 ; Guillaume Devin, *Les organisations internationales*, Παρίσι, Armand Colin, 2016 (2η έκδοση) ; Marc Abélès (εκδ.), *Des anthropologues à l'OMC : scènes de la gouvernance mondiale*, Παρίσι, CNRS Éditions, 2011.

7. Hayward R. Alker, Bruce M. Russett, *World Politics in the General Assembly*, New Haven, Yale University Press, 1965 ; Sydney D. Bailey, *The General Assembly of the United Nations. A Study of Procedure and Practice*, Londres, Stevens, 1960 ; Ruth B. Russell, *The General Assembly: Patterns/Problems/Prospects*, Νέα Υόρκη, Carnegie Endowment for International Peace, 1970.

η ΓΣ κατέχει περιορισμένη θέση στα έργα - ιδιαίτερα στα γαλλόφωνα - της πολιτικής επιστήμης και των διεθνών σχέσεων⁸. Η αγγλόφωνη παραγωγή παρουσιάζει σίγουρα περισσότερα, αλλά κι αυτά συχνά περιορίζονται στην παρουσίαση και τη δοκιμή γενικών θεωριών σχετικών με τη δυναμική των ψήφων των μελών του Οργανισμού⁹. Από την άλλη, όταν τίθεται το ζήτημα της (από)πολιτικοποίησης του ΟΗΕ, αυτό προσεγγίζεται από τους τρόπους δράσης του, κυρίως όσον αφορά στην παγίωση της ειρήνης¹⁰, την ανθρωπιστική¹¹ ή την αναπτυξιακή βοήθεια¹². Εκτός από τη σημασία που αποδίδεται σχεδόν αποκλειστικά στο παρεμβατικό πρόσωπο του συστήματος του ΟΗΕ¹³, οι αναλύσεις αυτές συχνά εξετάζουν το ζήτημα της πολιτικοποίησης στο πλαίσιο της πόλωσης με έναν τρόπο ιδιαίτερα απλουστευμένο (τεχνική/πολιτική, αυξανόμενη γενικότητα/ περιορισμός του ζητήματος, δημοσιοποίηση/ αποκλεισμός)¹⁴, μειώνοντας έτσι την «αμφιθυμία της διαδικασίας της πολιτικοποίησης/ αποπολιτικοποίησης»¹⁵ και τη συχνή συνύπαρξη στο πλαίσιο της ίδιας διαδικασίας μορφών «θεσμοποιημένης σύγκρουσης και τεχνικής εξομάλυνσης, υπερπολιτικοποίησης και υποπολιτικοποίησης»¹⁶.

8. Καμία διατριβή που έχει υποστηριχθεί ή διεξαχθεί στη Γαλλία από το 2006 δεν αναφέρει τη «Γενική Συνέλευση» στον τίτλο της. Μεταξύ των 89 διατριβών που αναφέρουν τη «Γενική Συνέλευση» μεταξύ των λέξεων-κλειδιών, μόνο πέντε διεξάγονται στην πολιτική επιστήμη και ασχολούνται με τη ΓΣ μόνο με έμμεσο τρόπο.

9. Erik Voeten, « Clashes in the Assembly », *International Organization*, 54 (2), 2000, σελ. 185-215 ; Steven Holloway, « Forty Years of United Nations General Assembly Voting », *Canadian Journal of Political Science*, 23 (2), 1990, σελ. 279-296 ; Soo Yeon Kim, Bruce M. Russett, « The New Politics of Voting Alignments in the United Nations General Assembly », *International Organization*, 50 (4), 1996, σελ. 629-652

10. David Chandler, « The Security-Development Nexus and the Rise of “Anti-foreign Policy” », *Journal of International Relations and Development*, 10 (4), 2007, σελ. 362-386.

11. David Ambrosetti, « Urgences et normalités de gestionnaires face aux violences “des autres”. L’ONU et le Soudan », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 174 (4), 2008, σελ. 80-99 ; Didier Fassin, Mariella Pandolfi (εκδ.), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, Νέα Υόρκη, Zone Books, 2010.

12. James Ferguson, *The Anti-Politics Machine: « Development », Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Νέα Υόρκη, Cambridge University Press, 1990.

13. Σχετικά με τη διπλή διάσταση των διεθνών οργανισμών ως μορφή και ως παράγοντας, βλέπε ειδικότερα Ramesh Thakur, « Multilateral Diplomacy and the United Nations. Global Governance Venue or Actor? », στο James P. Muldoon, JoAnn F. Aviel, Richard Reitano, Earl Sullivan (εκδ.), *The New Dynamics of Multilateralism: Diplomacy, International Organizations, and Global Governance*, Boulder, Westview, 2010, σελ. 249-265.

14. Franck Petiteville, « Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? », *Gouvernement et action publique*, 3 (3), 2016, σελ. 113-129.

15. Christine Guionnet, Christian Lebart, « Conflits et politisation : des conflits politiques aux conflits de politisation », στο Laurent Bourquin, Philippe Hamon (εκδ.), *La politisation : conflits et construction du politique depuis le Moyen-Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, σελ. 90.

16. Pierre Lascoumes, « Les compromis parlementaires, combinaisons de surpolitisation et de souspolitisation. L’adoption des lois de réforme du Code pénal (décembre 1992) et de création du Pacs (novembre 1999) », *Revue française de science politique*, 59 (3), 2009, σελ. 461.

Απέναντι σε αυτές τις περιγραφικές αναγνώσεις της έννοιας, ο Pierre Lascoumes τονίζει, όσον αφορά το γαλλικό κοινοβουλευτικό έργο, ότι η πολιτικοποίηση πρέπει να κατανοηθεί ως ένα σύνολο σύνθετων δραστηριοτήτων υπερπολιτικοποίησης και υποπολιτικοποίησης, οι οποίες συνίστανται μερικές φορές ταυτόχρονα στην ενίσχυση «των αντιθέσεων (...) σε σημαντικές συμβολικές σκηνές» και στη μείωση των αντιπαραθέσεων «καταφεύγοντας είτε σε τεχνικά είτε σε συναινετικά επιχειρήματα και [από] τη σημασία που δίνεται στις διαδικαστικές τακτικές»¹⁷.

Στον ΟΗΕ, η παράδοση εκφοράς κατηγορηματικών "μονολόγων" κατά τη διάρκεια των συνεδριάσεων της ολομέλειας της ΓΣ, αλλά και οι αδιαφανείς εργασίες που διεξάγονται σε άλλους θεσμικούς (υπο)τομείς μας αποτρέπει από το να περιορίσουμε την πολιτικοποίηση σε μια προκαθορισμένη μορφή ή σε έναν συγκεκριμένο χώρο. Οι ρήξεις και οι εντάσεις που εκτυλίσσονται εκεί παρουσιάζονται στην πραγματικότητα με συναφείς όρους και σε ένα περιβάλλον που χαρακτηρίζεται ταυτοχρόνως από θεσμική ενσωμάτωση και διαχωρισμό¹⁹. Με βάση την προσέγγιση του Jacques Lagroye, η πολιτικοποίηση μπορεί, επομένως, να γίνει αντιληπτή ως μία διπλή διαδικασία έντασης και αναπροσαρμογής²⁰, της οποίας η μορφή είναι αντίστοιχη με τον εξεταζόμενο χώρο. Η αδιαφάνεια και ο ιδιαίτερα ανεπίσημος χαρακτήρας των διαπραγματεύσεων μεταξύ των μελών του Συμβουλίου Ασφαλείας²¹ έρχεται σε μεγάλη αντίθεση για παράδειγμα με τη μεγαλορρημοσύνη των λόγων που ακούγονται κατά τη διάρκεια της ΓΣ, χωρίς να είναι δυνατός ο προσδιορισμός – πόσο μάλλον η σύγκριση – του αντίστοιχου βαθμού πολιτικοποίησης τους. Η κατανόηση της πολιτικοποίησης του ΟΗΕ, πρέπει να γίνει σύμφωνα με τους «κανόνες του πολιτικού παιχνιδιού»²², όπως αυτοί εμφανίζονται εντός και μεταξύ των διαφόρων θεσμικών υποτομέων του Οργανισμού (Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο, Συμβούλιο Ασφαλείας, Παγκόσμιες Διασκέψεις).

17. Ο.π., σελ 460.

18. Johan Kaufmann, United Nations: Decision Making, Alphen aan den Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1980, σελ. 27.

19. Olivier Nay, Franck Petiteville, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », Critique internationale, 53, 2011, σελ. 14.

20. Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », dans J. Lagroye (εκδ.), La politisation, Παρίσι, Βερολίνο, 2003, σελ. 360-361 ; Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin, « Contribution à l'histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », Critique internationale, 48, 2010, σελ. 207-220.

21. D. Ambrosetti, « "Décide de demeurer saisi de la question" », Cultures & Conflits, 75, Χειμώνας 2009, σελ. 99-122.

22. Frederick G. Bailey, Les règles du jeu politique, Παρίσι, PUF, 1971.

Συνεπώς, προτιμήσαμε μία θεματική εισαγωγή, αυτή των δικαιωμάτων των γυναικών και της διαχείρισης τους από τη Γενική Συνέλευση. Η επιλογή αυτή υποκινείται καταρχάς από την ένταση των κινητοποιήσεων που προκαλεί το ερώτημα σε εθνική και διακρατική κλίμακα²³. Επιπλέον, η μακροχρόνια και τακτική συμπερίληψη αυτού του θέματος στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνέλευσης καθιστά δυνατή την ανάλυση του τρόπου προσέγγισης του και των διαχωρισμών που πιθανώς προκαλεί, σε ένα διάστημα πολλών δεκαετιών. Η σύνταξη και έγκριση ψηφισμάτων επί του θέματος φανερώνουν μία διαδικασία συναινετική ή, αντιθέτως, μία Συνέλευση πολωμένη; Είμαστε μάρτυρες του περιορισμού της «εξουσίας της για αντιπαράθεση» προς όφελος μίας καθαρά διαδικαστικής λειτουργίας, περιορισμένης στην αναγνώριση και επικύρωση αρχών που έχουν ήδη συζητηθεί σε άλλους χώρους; Αυτές οι δυναμικές πρέπει να επανατοποθετηθούν στο πιο ευρύ (δι)οργανικό περιβάλλον του ΟΗΕ: πέρα από την προφανή ουδετεροποίηση της ΓΣ, με ποιον τρόπο και σε ποιους χώρους εκφράζεται η πολιτικοποίηση του ΟΗΕ; Σκοπεύουμε να δείξουμε ότι η προφανής αμφισβήτηση της ικανότητας της Γενικής Συνέλευσης για κινητοποίηση και κανονιστική πρωτοβουλία δεν είναι απαραίτητα συνώνυμη με την εξάλειψη οποιασδήποτε πολιτικής διάστασης. Αν ιστορικά τα δικαιώματα των γυναικών προσεγγίστηκαν με τρόπο τακτικό και συναινετικό, αποτέλεσαν αντικείμενο της (επανα)πολιτικοποίησης μέσω της αποκέντρωσης, ιδιαίτερα στις περιπτώσεις διοργάνωσης Παγκόσμιων Διασκέψεων με διφορούμενη τοποθέτηση με απόφαση της Γενικής Συνέλευσης, αλλά μετατοπισμένων και οριοθετημένων εκτός του χώρου της. Επιτρέποντας την μετακίνηση του χώρου των διαβουλεύσεων, οι κανόνες λειτουργίας της ΓΣ συνέβαλαν, επίσης, στην μετακίνηση των πεδίων σύγκρουσης δημιουργώντας παράλληλα νέα πολιτικά παιχνίδια. Αυτές οι πρακτικές αποτελούν μέρος ευρύτερων θεσμικών παιχνιδιών στα οποία εγκλωβίζεται η ΓΣ και τα οποία μπορούν, με τη σειρά τους, να επηρεάσουν τον βαθμό πόλωσής της και την έκταση των κρατικών και μη κυβερνητικών κινητοποιήσεων.

23. Isabelle Giraud, « La transnationalisation des solidarités : l'exemple de la Marche mondiale des femmes », *Lien social et Politiques*, 45, 2001, σελ. 145-160 ; « Le genre globalisé. Cadres d'actions et mobilisations en débats », *numéro spécial, Cultures & Conflits*, 83, 2011.

Η παρουσίασή μας βασίζεται, αφενός, σε μια ποσοτική επεξεργασία των μεθόδων έγκρισης των 345 ψηφισμάτων που, κατά τις τελευταίες 70 συνόδους της ΓΣ (1946-2016), αφορούσαν τα δικαιώματα των γυναικών, αφετέρου σε μια ανάλυση των συζητήσεων και των διαβουλεύσεων, όπως έχουν καταγραφεί στα πρακτικά που διατίθενται από τον Οργανισμό, και τέλος, σε μια μακροπρόθεσμη συμμετοχική παρατήρηση (30 μηνών, το διάστημα 2010-2012), που πραγματοποιήθηκε στα κεντρικά γραφεία της οντότητας των Ηνωμένων Εθνών για την ισότητα των φύλων και τη χειραφέτηση των γυναικών (UN Women), ως πολιτικός αναλυτής στην ενότητα «Διακυβέρνηση, ειρήνη και ασφάλεια». Το μικρό μέγεθος της υπηρεσίας, καθώς και ο διατομεακός χαρακτήρας των εξουσιών της κατέστησαν δυνατή την άμεση συμμετοχή στο διοργανικό έργο των Ηνωμένων Εθνών και τη στενή παρατήρηση των πολλαπλών αλληλεπιδράσεων που προκύπτουν εκεί (μεταξύ διπλωματών και αντιπροσωπειών των κρατών, υπαλλήλων, συμβασιούχων, συμβούλων και εμπειρογνομόνων που ζητούνται από τον οργανισμό, ΜΚΟ και δικτύων ακτιβιστών). Τέλος, αυτή η εμπειρία επέτρεψε την εξοικείωση με επίσημους και άτυπους κανόνες του συστήματος του ΟΗΕ και του τομέα των δικαιωμάτων των γυναικών, η ανασύσταση του οποίου αξιοποιήθηκε στη φάση του προβληματισμού αυτού του άρθρου²⁴.

Τα δικαιώματα των γυναικών στη Γενική Συνέλευση: μεταξύ ρουτίνας και συναίνεσης

Από την έγκριση του πρώτου ψηφίσματος σχετικά με τα «Πολιτικά δικαιώματα των γυναικών»²⁵ το 1946, το ζήτημα των γυναικείων δικαιωμάτων παραμένει στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνέλευσης αδιάλειπτα. Στη λήξη της 70ής συνόδου (2015-2016), περίπου 345 ψηφίσματα αφορούσαν ειδικά αυτό το θέμα, που αντιστοιχεί κατά μέσο όρο σε σχεδόν 5 εγκρίσεις ψηφισμάτων ανά χρόνο. Πέραν αυτού, από τα τέλη της δεκαετίας του 1990, το ζήτημα της ισότητας των φύλων και της χειραφέτησης των γυναικών ενσωματώνεται όλο και πιο τακτικά στα ψηφίσματα της ΓΣ σχετικά με άλλους τομείς.

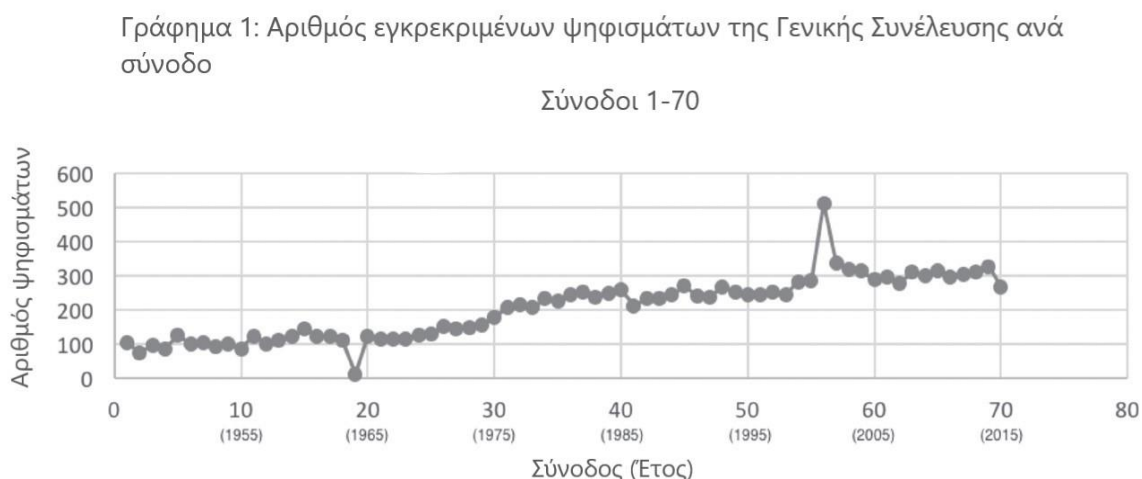
24. Αυτή η εργασία είναι εμπνευσμένη από τις πλούσιες και ενθαρρυντικές αλληλεπιδράσεις με αφορμή μιας ημερίδας μελέτης για τη λειτουργικότητα της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών, η οποία διοργανώθηκε στις 14 Ιουνίου 2016 στο Ινστιτούτο Πολιτικών Σπουδών της Τουλούζης. Η ποιότητα των σχολίων που παρείχαν οι ανώνυμοι αξιολογητές της *Critique internationale* και οι διάφοροι επιμελητές αυτού του άρθρου ήταν, επίσης, καθοριστική για την οριστικοποίησή του. Γι αυτό και τους ευχαριστώ πολύ.

25. A/RES/56(1)

Η τακτική και διατομεακή ενσωμάτωση των δικαιωμάτων των γυναικών στην ημερήσια διάταξη και τις εργασίες της Γενικής Συνέλευσης φαίνεται να σκιαγραφεί μία τακτική αντιμετώπιση του ζητήματος. Ωστόσο, δεν μπορεί να τεθεί θέμα σύγκυσης μεταξύ ρουτίνας και συναίνεσης. Αν η πρώτη αναφέρεται κυρίως στη τακτική συμπερίληψη του θέματος στην ημερήσια διάταξη, η δεύτερη αφορά την ενδεχόμενη πόλωση των συζητήσεων που μπορεί να προκαλέσει αυτό το θέμα.

Η τακτική αντιμετώπιση του ζητήματος

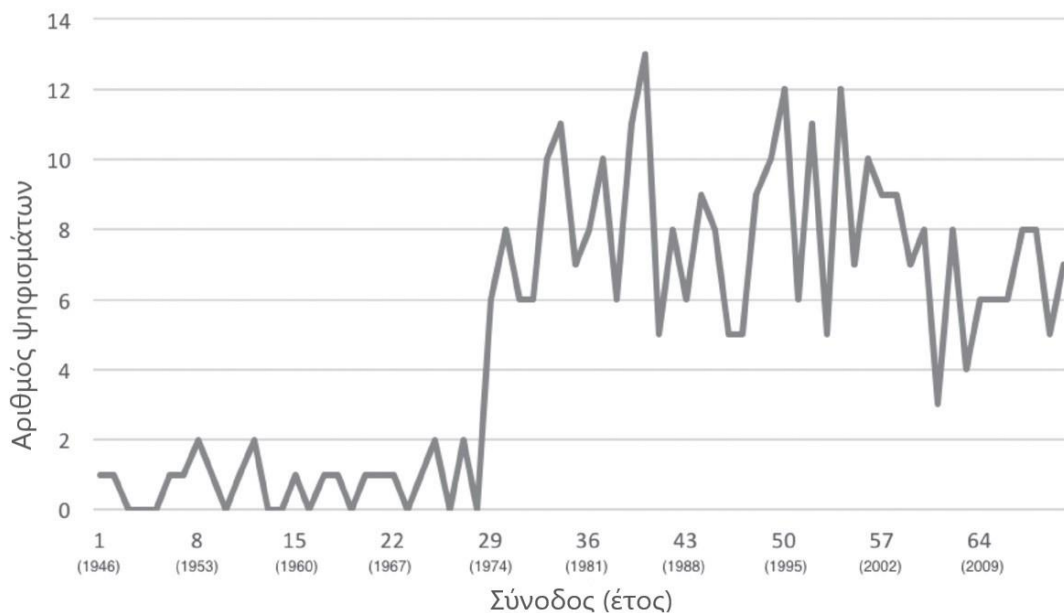
Ο αριθμός των ψηφισμάτων σχετικών με τα δικαιώματα των γυναικών τα οποία εγκρίνονται στις ετήσιες τακτικές συνόδους της ΓΣ αυξάνεται αδιάκοπα από το 1946: Η πρώτη (1946- 1947) οδήγησε σε 103 ψηφίσματα, ενώ, από το 1976, εκδίδονται τουλάχιστον 200 συστάσεις κάθε χρόνο (γράφημα 1).



Πηγή: Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

Τα ψηφίσματα που αφορούν συγκεκριμένα την ισότητα των φύλων παρουσιάζουν μία αντίστοιχη εξέλιξη (γράφημα 2): Μέχρι την 29η σύνοδο (1974- 1975), ο αριθμός των κειμένων που εγκρίνονταν δεν ξεπερνούσε τα δύο ετησίως, έκτοτε κυμαίνεται μεταξύ πέντε και εφτά.

Γράφημα 2: Συνολικός αριθμός εγκεκριμένων ψηφισμάτων σχετικά με το φύλο ανά σύνοδο της Γενικής Συνέλευσης (Σύνοδοι 1- 70)



Πηγή: Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

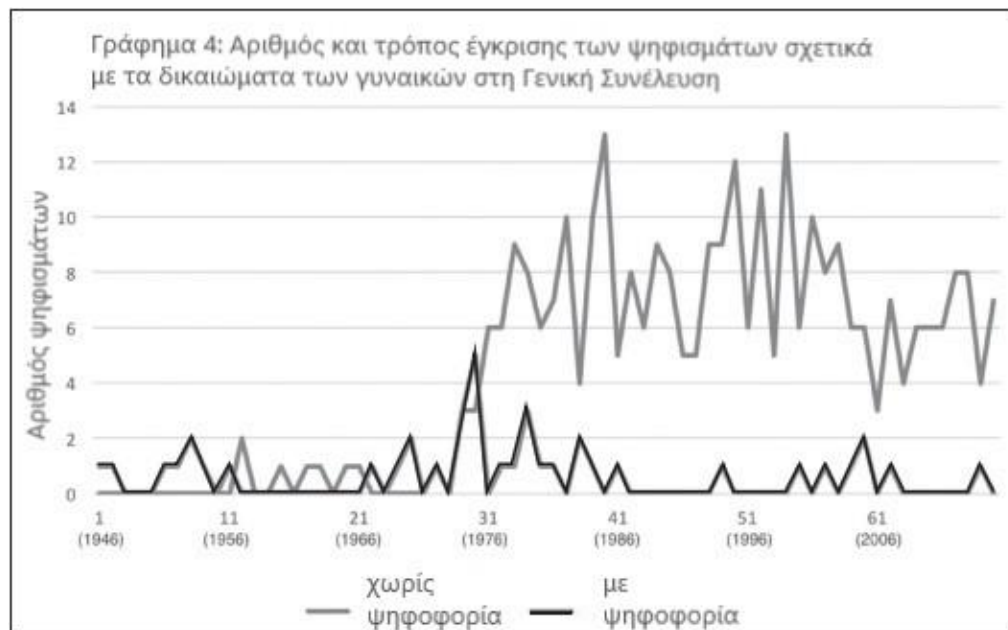
Κατ' απόλυτη τιμή, η αύξηση είναι σημαντική. Γίνεται λιγότερο σημαντική, αν συγκρίνουμε τον αριθμό των ψηφισμάτων που σχετίζονται με το φύλο με τον συνολικό αριθμό των ψηφισμάτων. Σύμφωνα με την έκθεση, τα ψηφίσματα σχετικά με τα δικαιώματα των γυναικών παρουσιάζουν ένα ποσοστό σχετικά σταθερό και κατώτερο του 5% καθ' όλη την περίοδο (Γράφημα 3). Η σημαντική αύξηση αυτής της αναλογίας από την 30η σύνοδο (1975- 1976) αποτελεί αποτέλεσμα των τεσσάρων παγκοσμίων διασκέψεων για τις γυναίκες²⁶, των οποίων η οργάνωση και τα αποτελέσματα οδήγησαν σε πολυάριθμες αποφάσεις της ΓΣ.



Πηγή: Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

resolutions/)

Τα ψηφίσματα της ΓΣ για τα δικαιώματα των γυναικών προέκυπταν, επίσης, με αρκετά συναινετικές συζητήσεις. Από το 1946, η πλειονότητα αυτών εγκρίνονταν με συναίνεση (γράφημα 4) ή, αν όχι, μέσω ψηφοφορίας, συχνά ομόφωνα ή σχεδόν ομόφωνα.



Πηγή: Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών (<http://www.un.org/en/sections/documents/general-assembly-resolutions/>)

Στις σπάνιες περιπτώσεις όπου οι ψήφοι ήταν μοιρασμένες, τα αποτελέσματα δεν παρουσίαζαν αξιοσημείωτη διαφορά. Από το 2000, μόνο τρία ψηφίσματα με τίτλο «Μελλοντικές δράσεις του Διεθνούς Ερευνητικού και Εκπαιδευτικού Ινστιτούτου για την Πρόοδο των Γυναικών»²⁷ έχουν εγκριθεί με πάνω από μία αρνητική ψήφο. Επιπλέον, μία αμφισβητούμενη ψηφοφορία μπορεί να μαρτυρήσει διαφοροποιήσεις όσον αφορά πτυχές συναφείς με το ψήφισμα. Η περίπτωση του ψηφίσματος για τη «Συμμετοχή των γυναικών στην ενδυνάμωση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας και στην καταπολέμηση της αποικιοκρατίας, του ρατσισμού, των φυλετικών διακρίσεων, της ξένης επιθετικότητας και κατοχής και κάθε μορφή ξένης κυριαρχίας»²⁸, που εγκρίθηκε τις 15 Δεκεμβρίου 1975, αποτελούν αντιπροσωπευτικό παράδειγμα αυτής της περίπτωσης.

26. Αυτές οι τέσσερις διασκέψεις πραγματοποιήθηκαν αντιστοίχως στο Μεξικό (1945), την Κοπεγχάγη (1980), το Ναϊρόμπι (1985), το Πεκίνο (1995).

27. A/RES/60/229, A/RES/59/260, A/RES/57/175.

28. A/RE/3519.

Η κατανομή των ψήφων – 90 «υπέρ», 21 «κατά» και 22 αποχή – αντικατοπτρίζει σε μεγαλύτερο βαθμό τις εντάσεις που συνδέονται με τη ρητή καταδίκη της πολιτικής Απαρτχάιντ στη Νότια Αφρική και της νεοαποικιοκρατίας, παρά την εναντίωση καταρχήν ως προς την «μεγαλύτερη συνεισφορά των γυναικών στην ανάπτυξη και την ειρήνη» (άρθρο 1)²⁹. Η εναντίωση των ΗΠΑ και του Ισραήλ στην έγκριση των ψηφισμάτων 34/158 (Διεθνές Συνέδριο της δεκαετίας των Ηνωμένων Εθνών για τις Γυναίκες) και 34/160 (Προσωρινή ημερήσια διάταξη του Διεθνούς Συνεδρίου της δεκαετίας των Ηνωμένων Εθνών για τις Γυναίκες) συνδέεται, επίσης, με τη σύγκρουση μεταξύ Ισραήλ και Παλαιστίνης και κυρίως τη σαφή αναφορά σε «ειδικά μέτρα βοήθειας στις Παλαιστίνιες γυναίκες εντός και εκτός των κατεχόμενων εδαφών»³⁰.

Σε μία τακτική συχνότητα και με σχετική συναίνεση, η έγκριση των ψηφισμάτων σχετικών με την ισότητα των φύλων και τα δικαιώματα των γυναικών δεν φαίνεται, επομένως, να οξύνει τις εντάσεις στη ΓΣ³¹. Από τα μέσα της δεκαετίας του 1990, η τακτική αντιμετώπιση αυτού του ζητήματος ενισχύεται από τη διατομεακή διάδοση επιταγών σχετικά με τη χειραφέτηση των γυναικών στις διάφορες συστάσεις του οργανισμού.

Η διατομεακή ενσωμάτωση του φύλου στις εργασίες της Γενικής Συνέλευσης

Το gender mainstreaming, που μεταφράζεται ως «ολοκληρωμένη προσέγγιση της ισότητας»³², περιγράφει τη συμπερίληψη διατάξεων υπέρ της ισότητας μεταξύ ανδρών και γυναικών στο πλαίσιο πρωτοβουλιών των οποίων ο πρωταρχικός στόχος δεν είναι η ισότητα των φύλων. Αυτή η επιτακτική ανάγκη για διατομεακή διάδοση αντικατοπτρίζεται σε ένα από τα πρώτα ψηφίσματα της Γενικής Συνέλευσης του 1986 σχετικά με τη «Συμμετοχή των γυναικών στην προώθηση της διεθνούς ειρήνης και συνεργασίας»³³.

29. Δείτε τα πρακτικά της συνεδρίας (A/PV.2441).

30. A/RES/34/160.

31. Για μία ιστορική προσέγγιση των δικαιωμάτων των γυναικών στον ΟΗΕ, βλέπε Charlotte Bunch, « Women and Gender », Thomas G. Weiss, Sam Daws (εκδ.), The Oxford Handbook on the United Nations, Λονδίνο, Oxford University Press, 2007, σελ. 496-310.

32. Sandrine Dauphin, Réjane Senac-Slawinski, « Gender Mainstreaming : analyse des enjeux d'un "concept- méthode" ». Introduction », Cahiers du Genre, 1 (44), 2008, σελ. 5.

33. A/RES/41/109.

Υιοθετώντας μια προηγούμενη σύσταση του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου (1986/20), η ΓΣ καλεί, στη συνέχεια, τα κράτη να διευκολύνουν τη συμμετοχή των γυναικών σε πρωτοβουλίες επίλυσης συγκρούσεων και διαφορών. Αν αυτό το ψήφισμα αποτέλεσε το πρώτο βήμα προς μία πιο συστηματική ενσωμάτωση της φυλετικής προσέγγισης στις εργασίες της ΓΣ, αυτή η τάση γνώρισε μία ιδιαίτερα αξιοσημείωτη επιτάχυνση μετά την έκθεση της Γενικής Γραμματείας, που ανέλαβε το ECOSOC το 1997.

Σε συνέχεια της Πλατφόρμας Δράσης του Πεκίνου, που εγκρίθηκε στην τέταρτη Παγκόσμια Διάσκεψη για τις Γυναίκες (1995), μία έκθεση του Γενικού Γραμματέα με τίτλο «Ενσωμάτωση της διάστασης του φύλου σε όλα τα προγράμματα και τις πολιτικές των οργανισμών των Ηνωμένων Εθνών»³⁴ ενθαρρύνει την ενσωμάτωση της διάστασης του φύλου «σε όλα τα κύρια και επικουρικά όργανα» της ΓΣ (παράγραφος 11). Η σύσταση αυτή υιοθετήθηκε το ίδιο έτος από το Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο με τη μορφή συμφωνηθέντων συμπερασμάτων της Επιτροπής για το καθεστώς των γυναικών (1997/2). Το 2000, με ψήφισμα που εγκρίθηκε χωρίς ψηφοφορία³⁵, η Γενική Συνέλευση, με τη σειρά της, δεσμεύτηκε για τη συστηματική ενσωμάτωση της διάστασης του φύλου στις διάφορες δράσεις του Οργανισμού. Σε συνέχεια του ψηφίσματος αυτού, οι αναφορές στο φύλο και την (αν)ισότητα μεταξύ των φύλων πολλαπλασιάζονται στις αποφάσεις της ΓΣ. Σύμφωνα με τις ετήσιες εκθέσεις που συνέταξε η UN Women, το 23% των ψηφισμάτων που εγκρίθηκαν κατά την 61η σύνοδο της ΓΣ (2005-2006) περιελάμβανε μια «διάσταση φύλου». Έκτοτε, αυτή η αναλογία αυξάνεται συνεχώς, με το ποσοστό να φτάνει το 42% στην 70η σύνοδο (2015-2016)³⁶.

Ωστόσο, αυτά τα δεδομένα, που προέκυψαν μέσω αναζήτησης με τη χρήση λέξεων-κλειδιών, παρέχουν μόνο λίγα στοιχεία σχετικά με την ακρίβεια των διατυπώσεων και την πιθανή λειτουργικότητα των ψηφισμάτων. Πράγματι, οι αναφορές στο φύλο ή/και τα δικαιώματα των γυναικών μπορούν να γίνουν με τρόπο γενικό και να περιοριστούν σε προηγούμενες αποφάσεις.

34. E/1997/66.

35. A/RES/S-23/3

36. Πληροφορίες που συγκεντρώθηκαν από τη UN Women βάσει των ετήσιων εκθέσεων του Γενικού Γραμματέα με τίτλο «Επανεξέταση και εφαρμογή της Διακήρυξης και της Πλατφόρμας Δράσης του Πεκίνου και τα αποτελέσματα της εικοστής τρίτης ειδικής συνόδου της Γενικής Συνέλευσης» (<http://www.unwomen.org/fr/how-we-work/intergovernmental-support/major-resolutions/general-assembly>) (τελευταία πρόσβαση στις 16 Απριλίου 2017).

Ως εκ τούτου, η UN Women κάνει διάκριση μεταξύ των διαφορετικών επιπέδων ενσωμάτωσης με βάση τον βαθμό ακρίβειας και λειτουργικότητας των αναφορών. Τα αποτελέσματα που προκύπτουν από αυτή τη διάκριση μαρτυρούν μικρότερο βαθμό εξέλιξης. Παρόλο που ο συνολικός αριθμός των ψηφισμάτων που ενσωματώνουν την διάσταση του φύλου έχει αυξηθεί την τελευταία δεκαετία, αυτές οι αναφορές είναι όλο και πιο γενικευμένες και συχνά περιορίζονται στα προοίμια των ψηφισμάτων. Κατά την 67η σύνοδο (2012-2013), το 28% των ψηφισμάτων που περιέλαβαν αναφορές στο φύλο είχαν χαμηλό βαθμό ακρίβειας. Το ποσοστό αυτό μειώθηκε στο 20% στην επόμενη σύνοδο, αλλά έφτασε το 52% και 49% στην 69η (2014-2015) και την 70η σύνοδο (2015-2016) αντιστοίχως.

Από το 1946, τα δικαιώματα των γυναικών διαχειρίζονται τακτικά, με τρόπο συμβατικό και συναινετικό στη Γενική Συνέλευση. Μετά τη διάσκεψη στο Πεκίνο (1995) και τις συστάσεις της ECOSOC (1997), οι αναφορές στο φύλο επιβάλλονται ως «υποχρεώσεις» στις αποφάσεις της ΓΣ, η μη ενσωμάτωση των οποίων προκαλεί διαχωρισμούς ή προφανείς συγκρούσεις.

Πληροφορίες σχετικά με το θέμα και το συγγραφέα του πρωτοτύπου

Το προς μετάφραση κείμενο επιλέχθηκε λόγω του ενδιαφέροντος μου σχετικά με τους διεθνείς οργανισμούς, ιδιαίτερα τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, και τον τρόπο διαχείρισης θεμάτων που αφορούν τα Ανθρώπινα Δικαιώματα. Στον παρόντα σχολιασμό, θα αναφερθώ στο θέμα που πραγματεύεται το άρθρο και τον συγγραφέα του, Simon Tordjman. Στη συνέχεια, είναι απαραίτητη η ανάλυση του κειμένου γλωσσολογικά, με ιδιαίτερη έμφαση σε πληροφορίες που μας αφορούν κατά τη μεταφραστική διαδικασία, καθώς και η ανάλυση των μεταφραστικών οδηγιών. Για την ανάλυση αυτή, βασίστηκα στη διάκριση της Christiane Nord (1997), σε σχέση με την κειμενική λειτουργία, σε ενδοκειμενικούς και εξωκειμενικούς παράγοντες. Ακολουθεί, λεπτομερής αναφορά στη διαδικασία παραγωγής του μεταφράσματος, σε διάφορες προκλήσεις που συνάντησα και στον τρόπο αντιμετώπισής τους. Τέλος, θα σχολιαστεί σύντομα η θεματική του κειμένου και τα ερωτήματα που σκοπεύει να απαντήσει ο συγγραφέας, καθώς και επιμέρους σημεία που θεωρώ άξια σχολιασμού.

Επέλεξα να μεταφράσω ένα απόσπασμα του άρθρου του Simon Tordjman με τίτλο *L'art de la fugue : les droits des femmes à l'Assemblée générale de l'ONU*, τον οποίο μετέφρασα ως *Η τέχνη της φυγής: Τα δικαιώματα των γυναικών στη Γενική Συνέλευση του ΟΗΕ*. Το άρθρο δημοσιεύτηκε στο περιοδικό *Critique International*, που εκδίδεται από την Science Po University Press του Ινστιτούτου Πολιτικών Σπουδών του Παρισιού. Ο Simon Tordjman είναι επίκουρος καθηγητής στο Ινστιτούτο Πολιτικών Επιστημών της Τουλούζης. Το έργο του επικεντρώνεται στον μετασχηματισμό των διεθνών οργανισμών, τη θεσμοθέτηση των γυναικείων δικαιωμάτων και τις διεθνείς πολιτικές υπέρ του εκδημοκρατισμού, ιδίως στον μετασοβιετικό χώρο. Το συγκεκριμένο άρθρο αναφέρεται στη Γενική Συνέλευση του ΟΗΕ και τον τρόπο χειρισμού εκ μέρους της των δικαιωμάτων της γυναίκας. Αναλύει τις διαδικασίες (απο)πολιτικοποίησης της και επιδιώκει να δείξει ότι η πολιτικοποίηση αναδεικνύεται «μέσω της αποκέντρωσης», μέσω συγκεκριμένων μητρώων και σε σχέση με άλλους θεσμικούς χώρους (παγκόσμιες συσκέψεις, ECOSOC, Συμβούλιο Ασφαλείας).

Αποφάσισα να ξεκινήσω το μετάφρασμα μου από την αρχή του άρθρου, καθώς στις πρώτες σελίδες γίνεται η εισαγωγή σχετικά με τη Γενική Συνέλευση, την αποπολιτικοποίηση της και βάσει αυτών των πληροφοριών, ο συγγραφέας θέτει κάποια ερωτήματα κομβικά για την κατανόηση του προβληματισμού του. Αφού παρουσιάζεται ο τρόπος προσέγγισης των προβληματισμών και ο τρόπος συλλογής των δεδομένων που χρησιμοποιούνται στο άρθρο, ξεκινάει η πρώτη κύρια ενότητα, με τίτλο *Les droits des femmes à l'Assemblée générale : entre routine et consensus* (Τα δικαιώματα των γυναικών στη Γενική Συνέλευση: μεταξύ ρουτίνας και συναίνεσης), η οποία μεταφράστηκε ολόκληρη.

Ανάλυση πρωτοτύπου με βάση το μοντέλο κειμενικής ανάλυσης της Nord

Πιο συγκεκριμένα, το κείμενο αποτελεί ένα επιστημονικό άρθρο που ανήκει στον κλάδο της πολιτικής επιστήμης. Η λειτουργία του, με βάση τη διάκριση της Christiane Nord (1997), είναι αναφορική πληροφοριακή, καθώς είναι προσανατολισμένη στο περιεχόμενο και αναφέρεται σε «φαινόμενα και αντικείμενα του κόσμου». Σκοπός του είναι να παρουσιάσει πληροφορίες και να θέσει προβληματισμούς σχετικά με το προαναφερθέν θέμα στους αναγνώστες του περιοδικού *Critique International* και στην αντίστοιχη επιστημονική κοινότητα. Μέσο είναι το συγκεκριμένο περιοδικό, χρόνος πρόσληψης το 2017. Το κίνητρο μπορούμε να υποθέσουμε ότι είναι το προσωπικό ενδιαφέρον του συγγραφέα για τους διεθνείς οργανισμούς, αλλά και τα ανθρώπινα δικαιώματα, και η έλλειψη σχετικής βιβλιογραφίας, ιδιαίτερα γαλλόφωνης, όπως αναφέρει και ο ίδιος στο άρθρο του, η οποία δημιουργεί μία ανάγκη έναρξης της συζήτησης επί του θέματος στον ακαδημαϊκό χώρο.

Συνεχίζοντας με τους ενδοκειμενικούς παράγοντες, και δεδομένου ότι έχω ήδη αναφέρει το θεματικό πεδίο και το περιεχόμενο που παρουσιάζεται στο πρωτότυπο, θα ήθελα να αναφερθώ στις γνωστικές προϋποθέσεις από μέρους του συγγραφέα, δηλαδή ποιες είναι οι πληροφορίες που δεν αναφέρει ο συγγραφέας, καθώς θεωρεί ότι οι αναγνώστες του άρθρου του ήδη γνωρίζουν και συνεπώς, είναι απαραίτητες για την κατανόηση εκ μέρους τους του περιεχομένου. Ο συγγραφέας, καταρχάς, χρησιμοποιεί όρους της πολιτικής επιστήμης (π.χ. πολιτικοποίηση, αποπολιτικοποίηση), οι οποίοι αποκτούν καίρια θέση στην ανάλυση των προβληματισμών του, θεωρώντας ότι οι αναγνώστες είναι εξοικειωμένοι με τη

σημασία αυτών. Επιπλέον, αναφέρεται στον ΟΗΕ και στη Γενική Συνέλευση του ΟΗΕ. Παρόλο που εξηγεί κάποια ιστορικά γεγονότα και πως σχετίζονται με τα ερωτήματα που θέτει, μία βασική γνώση του ρόλου και του τρόπου λειτουργίας του ΟΗΕ, καθώς και των διεθνών οργανισμών και της θέσης αυτών στην πολιτική σκηνή, κρίνεται απαραίτητη.

Με την ανάλυση των γνωστικών προϋποθέσεων, του τελευταίου ενδοκειμενικού στοιχείου που μας δίνει σημασιολογικές πληροφορίες, ξεκινάει η υφολογική προσέγγιση του κειμένου- πηγή. Όσον αφορά στην κειμενική δομή του κειμένου, παρατηρούμε τυπική οργάνωση παραγράφων και χρήση υποτίτλων που βοηθάει στη ξεκάθαρη διάκριση θεματικών ενοτήτων. Χρησιμοποιούνται, επίσης, μη γλωσσικά στοιχεία, κάποια διαγράμματα για την παρουσίαση στατιστικών στοιχείων που έχει συλλέξει ο συγγραφέας. Ως προς τις λεξιλογικές και συντακτικές επιλογές του συγγραφέα, αυτές είναι αντίστοιχες ενός ακαδημαϊκού κειμένου και του ύφους που απαιτεί. Όπως προαναφέρθηκε, χρησιμοποιείται ορολογία της πολιτικής επιστήμης και λεξιλόγιο που συναντάται σε κείμενα αντίστοιχης θεματικής. Συναντάται μακροπερίοδος λόγος, με πυκνότητα επιχειρημάτων και τεκμηρίων. Φυσικά, ο συγγραφέας παραπέμπει σε άλλες έγκυρες πηγές, σημαντικών εκδόσεων, καθώς και επίσημων κείμενων του Οργανισμού, όπως ο Χάρτης των Ηνωμένων Εθνών.

Μεταφραστικές οδηγίες

Σε αυτό το σημείο, πριν την ανάλυση της μεταφραστικής διαδικασίας και του μεταφράσματος, είναι σκόπιμο να γίνει διευκρίνιση των μεταφραστικών οδηγιών που έθεσα για να προχωρήσω με τη μετάφραση του αποσπάσματος. Υποθέτουμε ότι το κείμενο θα δημοσιευτεί σε αντίστοιχης θεματολογίας ελληνικό περιοδικό (μέσο μετάδοσης), το 2022 (χρόνος), 5 χρόνια μετά τη δημοσίευση του πρωτοτύπου, με αποδέκτες το κοινό του περιοδικού. Η κειμενική λειτουργία παραμένει η ίδια, αναφορική πληροφοριακή, καθώς και ο σκοπός. Οι μεταφραστικές οδηγίες αποτελούν τις κατευθυντήριες γραμμές για τις αποφάσεις που καλείται να πάρει ο εκάστοτε μεταφραστής και τις λύσεις που καλείται να δώσει στα μεταφραστικά προβλήματα που προκύπτουν. Συγκεκριμένα, το γεγονός ότι οι αποδέκτες του κειμένου αφίξεως θα έχουν αντίστοιχες γνώσεις των αποδεκτών του κειμένου αφετηρίας σημαίνει ότι δεν θα χρειαστεί να προβώ σε επεξήγηση της ορολογίας, ούτε στην απλούστευση πληροφοριών, εκτός αν απαιτείται για κάποιο πολιτισμικό

στοιχείο. Η διατήρηση της ίδιας κειμενικής λειτουργίας και του ίδιου σκοπού με ωθούν στο να αποφασίσω με ποιον τρόπο γλωσσολογικά θα προσεγγίσω τα σημασιολογικά στοιχεία για να διατηρηθεί η ίδια λειτουργία και ο σκοπός. Αντιστοίχως, πρέπει να ληφθεί υπόψη ο χρόνος, καθώς αν γίνει αναφορά σε κάποιο γεγονός που προσδιορίζεται χρονικά με αναφορά τον χρόνο μετάδοσης, ίσως χρειαστεί διευκρίνιση για να μη δημιουργηθεί σύγχυση.

Μεταφραστική διαδικασία και μεταφραστικές προκλήσεις

Περνώντας στη μεταφραστική διαδικασία, πριν ξεκινήσω την παραγωγή του μεταφράσματος, χρειάστηκε να γίνει μία ανάλυση του κειμένου-πηγή, η οποία οδήγησε στη συγκέντρωση των πληροφοριών που ήδη αναφέρθηκαν, και κάποιων χρήσιμων πηγών. Μετά την ανάγνωση και κατανόηση του πρωτοτύπου, προχώρησα σε μία έρευνα του μέσου μετάδοσης και του συγγραφέα. Σε δεύτερο στάδιο, απομόνωσα λέξεις- κλειδιά που αποφάσισα να ερευνήσω, θεωρώντας τις κομβικές για την πλήρη κατανόηση του κειμένου. Φυσικά, κάποιες από αυτές ήταν ο ΟΗΕ και η Γενική Συνέλευση του ΟΗΕ, τα διάφορα Συμβούλια και Επιτροπές του που αναφέρονται, καθώς και οι όροι πολιτικοποίηση και αποπολιτικοποίηση που παίζουν σημαντικότατο ρόλο στο έργο αυτό. Φυσικά, η έρευνα δεν αποσκοπούσε απλώς στην απόκτηση βασικών πληροφοριών, που ίσως μας είναι ήδη γνωστές, αλλά σε μία πιο ολοκληρωμένη κατανόηση του ΟΗΕ ως διεθνούς οργανισμού, των δυναμικών που εμφανίζονται στο πλαίσιο αυτού και πως τα διάφορα ιστορικά γεγονότα που αναφέρονται σχετίζονται με την (από)πολιτικοποίηση του Οργανισμού, ένα θέμα στο οποίο γίνεται εξ αρχής αναφορά, σε συνάρτηση πάντα με τα δικαιώματα των γυναικών.

Για την έρευνα αυτή και την απόκτηση των πληροφοριών, κατέφυγα τόσο σε ελληνόφωνες πηγές, όσο και ξενόγλωσσες, κυρίως γαλλικές, αλλά και αγγλικές. Προτίμησα την χρήση επίσημων ιστοσελίδων, όπως του Περιφερειακού Κέντρου Πληροφόρησης του ΟΗΕ στα ελληνικά, και αυτή του ΟΗΕ στα γαλλικά, η οποία, ενώ δεν διατίθεται στα ελληνικά, παρείχε περισσότερες λεπτομέρειες και πληροφορίες για σημαντικά κομμάτια του Οργανισμού, όπως η Γενική Συνέλευση. Επιπροσθέτως, ιδιαίτερα χρήσιμες ήταν οι παραπομπές στις υποσημειώσεις του συγγραφέα. Αποτέλεσαν βασικό εργαλείο ερμηνείας και κατανόησης πολλών επιχειρημάτων του, όπως η αναφορά στη δικέφαλη εξουσία και το τέλος της διπολικότητας.

Σημαντική ήταν η χρήση των επίσημων ιστοσελίδων του ΟΗΕ για την επιβεβαίωση των ονομάτων των διάφορων οργάνων του ΟΗΕ, των διασκέψεων και των αποφάσεων που αναφέρονται, καθώς και την εκτίμηση του βαθμού εγκυρότητας κάποιων αποδόσεων. Άλλα βοηθήματα που χρησιμοποίησα ήταν το Γαλλοελληνικό λεξικό του Πατάκη και η διαδικτυακή έκδοση του μονόγλωσσου γαλλικού λεξικού Larousse. Επιπροσθέτως, έγινε χρήση κάποιων βάσεων δεδομένων, όπως η ΙΑΤΕ, η βάση ορολογίας της Ευρωπαϊκής Ένωσης, και η ιστοσελίδα linguee.fr της εταιρείας DeepL, η οποία επιτρέπει τη σύγκριση του συγκεκριμένου του όρου ή της σύμφρασης στη γλώσσα πηγή και τη γλώσσα στόχο. Η ένδειξη της πηγής αποτελεί πλεονέκτημα της ιστοσελίδας για την εκτίμηση του βαθμού εγκυρότητας της απόδοσης.

Έχοντας κατανοήσει το προς μετάφραση κείμενο πλήρως και έχοντας συγκεντρώσει πολύτιμες πηγές για την εύρεση του κατάλληλου λεξιλογίου, ξεκίνησα την παραγωγή του μεταφράσματος. Αξίζει να αναφερθώ σε αυτό το σημείο σε επιμέρους ερωτήματα και προκλήσεις στις οποίες κλήθηκα να απαντήσω και με ποιον τρόπο πήρα τις αντίστοιχες αποφάσεις. Θα αναδειχθεί με αυτό τον τρόπο η σημασία του προσδιορισμού των μεταφραστικών οδηγιών, καθώς και της έρευνας που είχα ήδη ολοκληρώσει. Εξ αρχής, έχοντας στο μυαλό μου το μέσο διάδοσης και τους αποδέκτες τους μεταφράσματος, αποφάσισα να διατηρήσω ουδέτερο και ακαδημαϊκό ύφος, κάνοντας τις αντίστοιχες λεξιλογικές και συντακτικές επιλογές, και αποφεύγοντας την επεξήγηση ή απλούστευση όρων ή αποσπασμάτων του κειμένου.

Συγκεκριμένα, μία από τις πρώτες ερωτήσεις ήταν η μετάφραση του ονόματος του συγγραφέα και κάποιων άλλων επιστημόνων που αναφέρονται, π.χ. του Pierre Lascoumes. Η απόφασή μου ήταν να μην γίνει μεταγραφή και να διατηρηθούν σε λατινική γραφή, ώστε να καθίσταται εύκολη για τον αναγνώστη η αναζήτηση πληροφοριών για τα συγκεκριμένα πρόσωπα. Η ίδια τακτική ακολουθήθηκε στην μετάφραση των παραπομπών που δίνονται στις σημειώσεις, τόσο για τα ονόματα των συγγραφέων, όσο και των εκδόσεων και των τίτλων. Όσον αφορά στη μετάφραση των ονομάτων των διεθνών οργανισμών, οργάνων του ΟΗΕ, συμβουλίων κτλ, μεταφράστηκαν με το επίσημο όνομα που έχει καταχωρηθεί στα ελληνικά. Η σελίδα του Περιφερειακού Κέντρου Πληροφόρησης του ΟΗΕ ήταν ιδιαίτερα χρήσιμη σε αυτή τη διαδικασία. Εξαίρεση αποτελεί η μετάφραση του *ONU Femmes*. Δεδομένου

ότι δεν υπάρχει ελληνική ιστοσελίδα για τη συγκεκριμένη οντότητα του Οργανισμού, προβληματίστηκα για το αν θα έπρεπε να μεταφραστεί ως «ΟΗΕ Γυναίκες», μία απόδοση που εμφανίζεται σε περιορισμένα ειδησεογραφικά sites, να το διατηρήσω ως «ONU Femmes» ή να χρησιμοποιήσω την αγγλική μετάφραση «UN Women». Η χρήση του «UN Women» επικράτησε λόγω της χρήσης του στη σελίδα του Περιφερειακού Κέντρου Πληροφόρησης του ΟΗΕ και όπως προαναφέρθηκε, για να διευκολύνει την αναζήτηση σχετικών πληροφοριών από τους αναγνώστες. Στο πρωτότυπο, για τη Γενική Συνέλευση (Assemblée générale) δίνεται το ακρωνύμιο «AG». Αντιστοίχως στο μετάφρασμα χρησιμοποίησα τα αρχικά «ΓΣ», λόγω της συχνής επανάληψης. Την πρώτη φορά που εμφανίστηκε η φράση δόθηκε ολόκληρη και σε παρένθεση τα αρχικά [Γενικής Συνέλευσης (ΓΣ)], ώστε έπειτα να χρησιμοποιηθεί μόνο το ΓΣ χωρίς διευκρίνιση.

Ένα άλλο ζήτημα ήταν η αυτούσια αναφορά του συγγραφέα σε αποσπάσματα από άλλες πηγές, είτε έργων αντίστοιχης θεματολογίας, είτε επίσημων κειμένων του ΟΗΕ, όπως ο Χάρτης των Ηνωμένων Εθνών. Σε αυτές τις περιπτώσεις, ο πρώτος παράγοντας που καθόρισε τον τρόπο διαχείρισης των εν λόγω αποσπασμάτων ήταν αν υπάρχει κάποια δημοσιευμένη μετάφραση στα ελληνικά. Στις περιπτώσεις που δεν υπήρχε, προχώρησα στη μετάφραση των αποσπασμάτων έχοντας στο μυαλό μου τόσο το επιθυμητό ύφος του μεταφράσματος, όσο και αυτό του κειμένου που προήλθε το εκάστοτε απόσπασμα. Στην περίπτωση των αποσπασμάτων του άρθρου 10 και άρθρου 24 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, επέλεξα να παραθέσω την επίσημη μετάφραση του στα ελληνικά, όπως αυτή εμφανίζεται σήμερα στην ιστοσελίδα του Περιφερειακού Κέντρου Πληροφόρησης του ΟΗΕ.

Υπήρξαν κάποιες λέξεις και φράσεις η μετάφραση των οποίων αποτέλεσαν πρόκληση. Μία από αυτές ήταν η έκφραση «rouvrir de débattre». Την πρώτη φορά που την συνάντησα έδωσα την απόδοση «εξουσία για συζήτηση». Ωστόσο, αποκτώντας μία καλύτερη κατανόηση του κειμένου και βλέποντας την να ξανά χρησιμοποιείται στο κείμενο, θεώρησα ότι η λέξη «συζήτηση» δεν αποδίδει σωστά το νόημα. Ο συγγραφέας θέλει να δείξει την εξουσία της Γενικής Συνέλευσης να έρθει σε σύγκρουση, να αμφισβητήσει όταν χρειάζεται και όχι απλώς να δέχεται όποια άποψη/ απόφαση παρουσιάζεται από όποιο Συμβούλιο/ κράτος μέλος κτλ. Για να επιβεβαιώσω την υπόθεσή μου, κατέφυγα στην βιβλιογραφική αναφορά που δίνεται

για αυτή την έκφραση, συγκεκριμένα στο άρθρο «Inutile Assemblée générale ?» του Alain Pellet, ώστε να κατανοήσω το πως χρησιμοποιήθηκε στην αρχική του πηγή. Έτσι, κατέληξα στην απόδοση «εξουσία για αντιπαράθεση».

Μία άλλη φράση που με δυσκόλεψε ήταν η «enchâssement et de cloisonnement institutionnel». Η κατανόηση και μετάφραση της συγκεκριμένης φράσης, αποτέλεσε σημαντική δυσκολία, καθώς δεν κατάφερα να εντοπίσω αρκετά παραδείγματα χρήσης της φράσης αυτής σε άλλες πηγές. Με βάση την κυριολεκτική σημασία των λέξεων «enchâssement» και «cloisonnement», το συγκεκριμένο, και τη βιβλιογραφική αναφορά που παρέχεται για το συγκεκριμένο απόσπασμα, θεωρώ ότι, από την μία, αναφέρετε στην ενσωμάτωση και από την άλλη, τον διαχωρισμό που προκύπτει εντός του οργανισμού, έννοιες που ο συγγραφέας συνδέει με την πολιτικοποίηση.

Επιπροσθέτως, με προβλημάτισε η απόδοση της λέξης «banalisation», η οποία αναφέρεται στην τακτική συμπερίληψη των γυναικείων δικαιωμάτων στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνέλευσης και στην τακτική αντιμετώπιση του ζητήματος. Στην αρχή, θεωρούσα ότι ο συγγραφέας ήθελε να σχολιάσει αρνητικά αυτό το γεγονός, και προσπαθούσα να προσεγγίσω το banaliser με την έννοια του καθιστώ κοινότοπο ή ευτελίζω. Παρόλα αυτά, όσο ανέλυα το κείμενο συμπεράνα ότι δεν είναι αυτός ο σκοπός του. Συνεπώς, αποφάσισα να αποδοθεί ως τακτική αντιμετώπιση, για να διατηρηθεί ουδέτερη χροιά.

Πραγματολογική ανάλυση

Κλείνοντας τον παρόντα σχολιασμό, θα ήθελα να αναφερθώ με περισσότερες λεπτομέρειες στο θέμα του παρόντος έργου και σε επιμέρους σημεία τα οποία θεωρώ άξια σχολιασμού. Θα ήθελα αρχικά να εξηγήσω ποια είναι η θέση του ζητήματος των δικαιωμάτων της γυναίκας στο παρόν άρθρο, όπως την εξηγεί ο συγγραφέας και όπως την αντιλαμβάνομαι εγώ. Ο τίτλος του άρθρου ίσως δίνει την εντύπωση ότι η προβληματική του συγγραφέα εστιάζει σε αυτό το θέμα, ωστόσο βάσει των ερωτημάτων που θέτει, αλλά και των συμπερασμάτων που παρουσιάζει στο τέλος του άρθρου (δεν συμπεριλαμβάνονται στο επιλεγμένο απόσπασμα), μου δίνει την εντύπωση ότι αποτελεί ένα μέσο προσέγγισης ενός άλλου ζητήματος, αυτό της αποπολιτικοποίησης της Γενικής Συνέλευσης του ΟΗΕ. Σίγουρα, η ισότητα των φύλων απασχολεί τον συγγραφέα, και αποτελεί ένα ζήτημα το οποίο δημιουργεί

σημαντικές κινητοποιήσεις σε διεθνές επίπεδο, όπως αναφέρει και ο ίδιος. Ωστόσο, η τακτική συμπερίληψη του θέματος στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνέλευσης σε ένα διάστημα πολλών δεκαετιών, καθιστούν το θέμα αυτό το πλέον κατάλληλο εργαλείο μέσω του οποίου ο συγγραφέας μπορεί να απαντήσει στα ερωτήματα τα οποία θέτει. Τα ερωτήματα αυτά σχετίζονται με το αν πλέον παρατηρείται και σε ποιο βαθμό ο περιορισμός της «εξουσίας της Γενικής Συνέλευσης για αντιπαράθεση» και η υιοθέτησή εκ μέρους της μίας λειτουργίας αμιγώς διαδικαστικής, που περιορίζεται στην αναγνώριση αρχών που έχουν ήδη συζητηθεί σε άλλους χώρους, καθώς και με ποια μορφή εμφανίζεται πλέον η πολιτικοποίηση στο πλαίσιο του ΟΗΕ, αν δεν εστιάσουμε στην προφανή ουδετεροποίηση της Γενικής Συνέλευσης. Συνοπτικά, το συμπέρασμα στο οποίο καταλήγει ο συγγραφέας είναι ότι η τακτική και συναινετική έγκριση σχετικών ψηφισμάτων δεν αρκεί για να συμπεράνουμε την πλήρη αποπολιτικοποίηση του Οργανισμού, αντιθέτως, πρέπει να εξετάσουμε την «αποκέντρωση» ως μέσο πολιτικοποίησης και τις καινούριες δυναμικές που εμφανίζονται στο πλέον περίπλοκο σύστημα του Οργανισμού. Η πολιτικοποίηση δεν πρέπει να περιοριστεί σε προκαθορισμένες μορφές και χώρους.

Όσον αφορά κάποια επιμέρους σημεία, ιδιαίτερη ενδιαφέρουσα είναι η χρήση της έκφρασης «*bicéphalisme singulier*», που μεταφράστηκε ως «δικέφαλη εξουσία». Ο συγγραφέας αναφέρει ότι αυτή η δικέφαλη εξουσία θεσπίστηκε μέσω του Χάρτη του ΟΗΕ, συγκεκριμένα μέσω του άρθρου 10 και του άρθρου 24, όπου αναφέρεται ο ρόλος του Συμβουλίου Ασφαλείας και της Γενικής Συνέλευσης αντιστοίχως. Ο λόγος που γίνεται λόγος για αυτή τη «δικέφαλη εξουσία» είναι γιατί παρατηρείται το «τέλος αυτής της διπολικότητας». Η διεύρυνση των αρμοδιοτήτων των δύο αυτών οργάνων και η θέσπιση επιτροπών, συμβουλίων κτλ, δημιουργεί αμφιβολίες σχετικά με την εξουσία της Γενικής Συνέλευσης και συνδέεται άμεσα με την αποπολιτικοποίηση- ή ίσως τις νέες μορφές πολιτικοποίησης- του Οργανισμού.

Τέλος, βρήκα ιδιαίτερα ενδιαφέρουσα την αναφορά του συγγραφέα στο γεγονός ότι η καταψήφιση από κάποιες χώρες ορισμένων ψηφισμάτων σχετικών με τα δικαιώματα των γυναικών δεν συνδέεται σε όλες τις περιπτώσεις άμεσα με την άποψη τους περί της χειραφέτησης των γυναικών, αλλά με άλλα πολιτικά ζητήματα τα οποία αναφέρονται έμμεσα ή άμεσα στο ψήφισμα. Χαρακτηριστικό παράδειγμα αποτελούν οι 21 ψήφοι «κατά» και οι 22 «αποχή» στο ψήφισμα για τη «Συμμετοχή των

γυναικών στην ενδυνάμωση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας και στην καταπολέμηση της αποικιοκρατίας, του ρατσισμού, των φυλετικών διακρίσεων, της ξένης επιθετικότητας και κατοχής και κάθε μορφή ξένης κυριαρχίας», που εγκρίθηκε τις 15 Δεκεμβρίου 1975. Στη συγκεκριμένη περίπτωση, ο διαμοιρασμός των ψήφων εξηγείται από τις πολιτικές εντάσεις της εποχής γύρω από την καταδίκη της πολιτικής Απαρτχάιντ στη Νότια Αφρική και της νεοαποικιοκρατίας. Αντίστοιχο παράδειγμα, είναι η εναντίωση του Ισραήλ, αλλά και των ΗΠΑ, σε ψηφίσματα όπου γίνεται αναφορά σε μέτρα στήριξης προς τις «Παλαιστίνιες γυναίκες» σε «κατεχόμενα εδάφη». Μία θετική τοποθέτηση σε ένα ψήφισμα με τέτοιες αναφορές, ακόμα και σε ένα φαινομενικά άσχετο θέμα, που δεν συμβαδίζουν με τη γενική πολιτική στάση του εκάστοτε κράτους μπορεί να προκαλέσει σημαντικές αντιδράσεις. Συνεπώς, συμπεραίνουμε την πολυπλοκότητα που κρύβεται πίσω από ένα ζήτημα το οποίο συμπεριλαμβάνεται τακτικά εδώ και δεκαετίες στην ημερήσια διάταξη και το οποίο θεωρητικά υποδεικνύει την αποπολιτικοποίηση της Γενικής Συνέλευσης.

ΕΠΙΛΟΓΟΣ

Η εκπόνηση της παρούσας πτυχιακής με οδήγησε στο να συνειδητοποιήσω τη σημαντικότητα της ανάλυσης του κειμένου- πηγή, τόσο σε γλωσσολογικό επίπεδο, όσο και της θεματικής του, ως πρωταρχικό στάδιο στη μεταφραστική διαδικασία. Απαραίτητο βήμα αποτέλεσε για μένα η συγκέντρωση παράλληλων κειμένων, και γλωσσικών πηγών κατά τη διάρκεια της ανάλυσης αυτής, οι οποίες αποτέλεσαν πολύτιμο βοήθημα σε διάφορα στάδια της μεταφραστικής διαδικασίας. Φυσικά, οι ήδη αποκτημένες γνώσεις του μεταφραστή γύρω από την εκάστοτε θεματική είναι απαραίτητες για την αποδοτική παραγωγή ενός μεταφράσματος υψηλής ποιότητας. Οι μεταφραστικές οδηγίες αποτελούν τις κατευθυντήριες οδηγίες στην λήψη αποφάσεων σχετικά με τις διάφορες προκλήσεις που καλούμαστε να διαχειριστούμε. Τέλος, η μετάφραση του συγκεκριμένου αποσπάσματος με βοήθησε στο να εμπλουτίσω τις γνώσεις μου γύρω από τις λειτουργίες του ΟΗΕ και να κατανοήσω τις δυναμικές που δημιουργούνται στα πλαίσια αυτού.

ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ

Ηνωμένα Έθνη, Περιφερειακό Κέντρο Πληροφόρησης του ΟΗΕ. (χ.χ.). ΤΟ ΣΥΣΤΗΜΑ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΕΘΝΩΝ. Ανακτήθηκε από:

<https://unric.org/el/%CF%84%CE%BF-%CF%83%CF%85%CF%83%CF%84%CE%B7%CE%BC%CE%B1-%CF%84%CF%89%CE%BD-%CE%B7%CE%BD%CF%89%CE%BC%CE%B5%CE%BD%CF%89%CE%BD-%CE%B5%CE%B8%CE%BD%CF%89%CE%BD/>

Ηνωμένα Έθνη, Περιφερειακό Κέντρο Πληροφόρησης του ΟΗΕ. (χ.χ.). ΧΑΡΤΗΣ ΟΗΕ. Ανακτήθηκε από:

<https://unric.org/el/%CF%87%CE%B1%CF%81%CF%84%CE%B7%CF%83-%CE%BF%CE%B7%CE%B5/>

Ηνωμένα Έθνη, Περιφερειακό Κέντρο Πληροφόρησης του ΟΗΕ. (χ.χ.). UN Women:

Αυξανόμενες αναφορές σεξουαλικής βίας και εμπορίας ανθρώπων στην

Ουκρανία. <https://unric.org/el/un-women->

[%CE%B1%CF%85%CE%BE%CE%B1%CE%BD%CF%8C%CE%BC%CE%B5%CE%BD%CE%B5%CF%82-%CE%B1%CE%BD%CE%B1%CF%86%CE%BF%CF%81%CE%AD%CF%82-%CF%83%CE%B5%CE%BE%CE%BF%CF%85%CE%B1%CE%BB%CE%B9%CE%BA%CE%AE%CF%82-%CE%B2/](https://unric.org/el/un-women-%CE%B1%CF%85%CE%BE%CE%B1%CE%BD%CF%8C%CE%BC%CE%B5%CE%BD%CE%B5%CF%82-%CE%B1%CE%BD%CE%B1%CF%86%CE%BF%CF%81%CE%AD%CF%82-%CF%83%CE%B5%CE%BE%CE%BF%CF%85%CE%B1%CE%BB%CE%B9%CE%BA%CE%AE%CF%82-%CE%B2/)

Nations Unies. (χ.χ.). Assemblée générale des Nations Unies. Ανακτήθηκε από:

<https://www.un.org/fr/ga/62/plenary/generaldebate/bkg.shtml#>

Nord, C. (2014), *Η μετάφραση ως στοχευμένη δραστηριότητα*, (μτφ Γραμμενίδης Σίμος),

Αθήνα: Δίαυλος

ONU Femmes. (χ.χ.). Ανακτήθηκε από: <https://www.unwomen.org/fr>